



Why stand up for others ?
Project on Political Altruism

Les militant-e-s de Unia, des citoyens comme les autres ?

Florence Passy et Gian-Andrea Monsch

Novembre 2011

Préambule

Ce rapport s'inscrit dans une recherche comparative plus large qui a pour objectif d'expliquer l'engagement de citoyen-ne-s dans les mouvements sociaux et de comprendre pourquoi certaines personnes s'engagent pour défendre les droits et le bien-être des autres, comme dans le cas de l'action protestataire pour défendre les sans-papiers, les personnes déshéritées ou des populations dont les droits sont niés. Cette recherche est essentiellement financée par le Fond National Suisse de la Recherche Scientifique. Nous avons reçu un soutien complémentaire de la Faculté des Sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne et de la Fondation du 450^e. Nous remercions l'ensemble des institutions qui ont permis la réalisation de cette recherche.

Nous remercions également les nombreux collaboratrices et collaborateurs qui ont participé à cette recherche : Jules César Pooda et Noémi Michel pour la retranscription des entretiens qualitatifs ; Nicolas Pekari, Thierry Rossier, Frédéric Tétaz, Martin Winder et Raffaël Himmelsbach pour leur travail sur les enquêtes quantitatives. Nous remercions également notre mandataire Datadoxa pour la réalisation des enquêtes quantitatives. Enfin, une recherche ne peut être autre chose qu'un échange permanent avec des collègues. Nous remercions pour leurs conseils et vigilance critique Doug McAdam de l'Université de Stanford, Dominique Joye de l'Université de Lausanne, Marlène Sapin de l'institut FORS et Gaetan Clavien de l'Université de Genève.

Nous tenons également à remercier Unia pour sa collaboration à cette recherche. Unia nous a donné accès à un échantillon représentatif de ses militant-e-s¹ et nous a facilité la mise en contact avec des personnes engagées pour conduire des récits de vie. Nous remercions en particulier Andreas Müller, Reto Honegger, et Tschoff Löw pour leur travail et soutien. Dans le cadre de notre collaboration, nous délivrons à Unia, et à titre gracieux, ce rapport de recherche qui est le fruit de l'analyse du sondage conduit auprès de ses militant-e-s.

Enfin, cette recherche n'aurait pas pu voir le jour sans la collaboration des militant-e-s qui ont participé à l'enquête quantitative et qualitative de ce programme de recherche. Nous les remercions pour nous avoir accordé un temps précieux pour que nous puissions réaliser les différents volets de cette recherche.

¹ Dans le cadre de cette recherche, nous utilisons le terme militant-e pour désigner l'ensemble des personnes qui s'engagent dans une organisation protestataire et qui ne reçoit pas un salaire pour son engagement. Dans le monde syndical, on pourrait également utiliser le terme syndiqué-e ou membre d'un syndicat.

Les militant-e-s de Unia, des citoyen-ne-s comme les autres ?

Qui s'engage à Unia ? Comment ces militant-e-s rejoignent cette organisation ? Et pourquoi s'engagent-t-ils pour défendre les droits et intérêts des salarié-e-s ? Ce sont ces trois questions auxquelles nous allons tenter de répondre. Ces trois questions sont importantes pour le monde de la recherche, car elles renvoient à des processus sociaux qui font encore débat. Ces questions sont également importantes pour le monde de la militance et des organisations des mouvements sociaux. Pourquoi ?

Ces questions nous permettent de cerner trois enjeux : le profil sociologique des militant-e-s, les chemins qui permettent à des personnes de rejoindre la contestation politique et les motivations qui président à leur engagement. Pour les organisations qui s'engagent dans l'espace politique comme Unia, ces questions sont importantes, car elles renvoient à trois préoccupations qu'a généralement le monde de la militance, à savoir : connaître le *potentiel politique* sur lequel l'organisation peut construire sa protestation ; cerner les *canaux* qui conduisent des personnes à rejoindre la contestation et son organisation ; et appréhender les *raisons* qui conduisent à traduire une préoccupation pour un enjeu politique en une mobilisation effective. Ainsi, préoccupations scientifiques et préoccupations politiques se rejoignent ici. Outre ces questions qui mobilisent un intérêt commun, nous discuterons aussi de l'évaluation de Unia par ses militant-e-s.

La philosophie qui préside à ce document est celle de *l'échange*, à savoir une collaboration que nous souhaitons fructueuse entre le monde de la recherche et celui des organisations engagées dans l'espace politique. Nous livrons dans ce document nos analyses et interprétations sur les trois questions qui guident notre discussion. Ces analyses et interprétations reposent sur un socle de savoir spécifique, celui de la recherche sur l'action protestataire qui a progressivement élargi son cercle de connaissances à la fin des années 70. Ce savoir, comme tout type de savoir scientifique, est sans cesse débattu dans le monde de la recherche. C'est cette mise en discussion qui permet à la connaissance de progresser en abandonnant certaines hypothèses et en en mobilisant de nouvelles. Nous souhaitons, en tant que partenaire, vous inviter à participer à ces débats. Le savoir est toujours en construction et les échanges sont des vecteurs importants de cette construction.

Qui sont les militant-e-s de Unia ?

La recherche a mis en exergue que les personnes engagées dans l'action contestataire proviennent de segments spécifiques de la société. L'action politique se manifeste sur des lignes de tensions sociales et politiques, communément appelées clivages (Bartolini et Mair 1990). Par exemple, au cours du XIXe siècle et de la première moitié du XXe, l'on a pu observer que les mobilisations se structuraient généralement autour du clivage de classe sociale (bourgeoisie, classe ouvrière, etc.). La protestation qui a émergé dans les années 60, quant à elle, repose aussi sur une ligne de fraction particulière : le *clivage postindustriel* (Kriesi 1993, Jasper 1997). Ce clivage a conservé la préoccupation de justice sociale, propre au clivage de classe, en la doublant d'une nouvelle préoccupation : l'émancipation individuelle et collective² ainsi qu'une politisation de la société du risque. Ce nouveau conflit est marqué par l'arrivée d'une nouvelle famille d'acteurs protestataires, que sont les mouvements postindustriels regroupant les organisations écologistes, féministes, pacifistes, antiracistes, d'aide au développement, de défense des droits humains, etc. Ces acteurs ont aussi été appelés *left-libertarian movements*, renvoyant à leurs luttes politiques pour défendre à la fois une plus grande justice sociale (*left*) et la promotion de la liberté individuelle et collective (*libertarian*). En se mobilisant sur des lignes de force sociopolitiques, les acteurs collectifs ont un *potentiel politique* qui leur est spécifique. Les personnes qui rejoignent l'action politique ont donc de fortes chances d'avoir un profil social particulier et d'être porteuses de valeurs qui leur sont propres.

En tant que syndicat, Unia devrait mobiliser des militant-e-s qui ont un ancrage social différent de celui des mouvements postindustriels. Nous nous attendons donc clairement à un potentiel politique qui est basé sur le clivage de classe, à savoir une mobilisation importante de la classe ouvrière, une structure des valeurs essentiellement orientée vers une plus grande justice sociale et un large soutien politique à la gauche traditionnelle. Nous postulons donc que l'ancrage social des militant-e-s de Unia est distinct des militant-e-s du secteur protestataire postindustriel. En conséquence, nous allons comparer les militant-e-s de Unia avec ceux qui sont engagés dans la protection de l'environnement (Greenpeace) et la défense des droits des migrant-e-s (Solidarité sans frontières ou Sospf).

Un ancrage de classe spécifique

De nombreux travaux ont montré que c'était essentiellement les citoyen-ne-s de la classe moyenne qui étaient porteurs de la contestation postindustrielle et plus particulièrement un segment spécifique de cette classe : les travailleurs socioculturels (professionnels de l'enseignement, du domaine médical ou du travail social et culturel). Nous retrouvons cet ancrage spécifique pour les militant-e-s de Greenpeace et ceux de Sospf. Ces militant-e-s sont caractérisés par une faible hétérogénéité sociale. Très peu viennent d'autres segments sociaux, notamment de la bourgeoisie et de la classe ouvrière. Les militant-e-s des mouvements postindustriels ont un ancrage de classe qui les distingue donc clairement de la population suisse. Qu'en est-il pour les membres de Unia ?

² L'émancipation collective renvoie à l'émancipation des minorités : les femmes, les gays et lesbiennes, les minorités ethniques et raciales, etc.

Tableau 1.1 : La classe sociale des militant-e-s

	GP	SOSF	Unia	Suisse	Unia Passifs	Unia Actifs
		%	%	%	%	%
Bourgeoisie/ ancienne cl. moyenne	5	6	5	17	6	3
<i>Professions libérales (indépendants)</i>	4	5	1	5	1	1
<i>Employeurs/ artisans</i>	1	1	4	12	5	2
<i>Paysans</i>						
Nouvelle classe moyenne	80	93	33	40	30	35
<i>Spécialistes socioculturels</i>	37	61	6	13	6	6
<i>Technocrates</i>	17	6	9	9	10	8
<i>Managers</i>	26	26	18	18	14	21
Classe ouvrière	14	0	63	44	64	62
<i>Employés qualifiés</i>	11	0	49	34	50	49
<i>Employés non-qualifiés</i>	3	0	14	10	14	13
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%
n	492	453	663	3849	369	294

NOTE : Suisse 2007 (Selects 2007).

En comparaison avec la population Suisse, Unia repose également sur un ancrage social spécifique qui est celui de la *classe ouvrière* (Tableau 1.1), en particulier les employés qualifiés. En revanche, la bourgeoisie est largement sous-représentée. La classe moyenne est bien présente parmi les militant-e-s de Unia, à l'exception des spécialistes socioculturels qui, eux aussi, sont sous-représentés. C'est donc essentiellement les technocrates et les managers qui permettent une mobilisation non-négligeable de la classe moyenne. En effet, un tiers des militant-e-s proviennent de cette classe. Nous assumons que cet élargissement est dû à des transformations du monde professionnel.

Toutefois, l'engagement à Unia est un engagement d'une classe en particulier : celui de la classe ouvrière. Unia mobilise donc un segment spécifique du monde social. Et ce *n'est pas le même segment que celui des mouvements postindustriels* qui, eux, mobilisent surtout au sein de la classe moyenne et, plus particulièrement, des spécialistes socioculturels. L'ancrage social des militant-e-s de Unia n'est donc pas uniquement spécifique par rapport à la population suisse, il se distingue aussi clairement du potentiel politique des organisations postindustrielles.

Au sein de la population militante, nous pouvons également souligner une *homogénéité sociale* importante. Les activistes (« Actifs »), à savoir les personnes qui prennent une part active au processus de mobilisation en s'engageant dans l'organisation de Unia ou dans ses campagnes, ne se distinguent pas des sympathisant-e-s qui apportent un soutien passif à l'organisation en la soutenant financièrement (« Passifs »). Toutefois, il convient de relever qu'il y a plus de managers chez les activistes que chez les sympathisant-e-s. Outre cette différence, en termes de tendance générale, nous ne pouvons pas dire que ces deux cercles de militances appartiennent à des mondes sociaux différents.

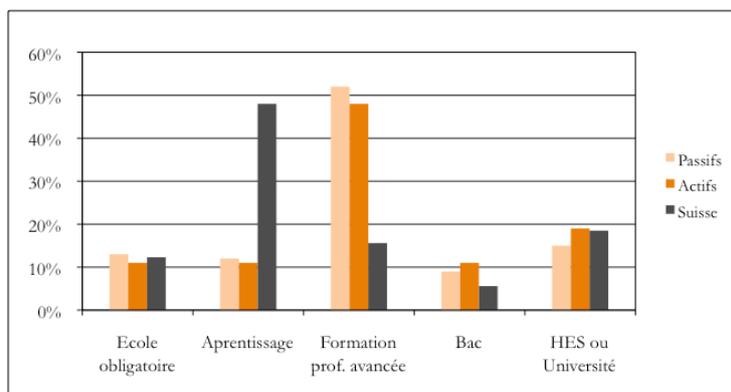
Des militant-e-s avec une formation professionnelle avancée

La classe sociale constitue un indicateur pour cerner l'ancrage social des individus, le niveau d'éducation en est un autre. Là aussi, les militant-e-s de Unia se distinguent de la population suisse (Figure 1.1). Les militant-e-s sont surreprésentés dans la catégorie des personnes qui ont accompli une formation professionnelle avancée³. En revanche, les personnes ayant suivi un apprentissage (de trois ans au maximum) sont largement sous-représentées parmi les militant-e-s de Unia. Comme nous avons vu auparavant (Tableau 1.1, cf. supra), les militant-e-s de Unia sont donc essentiellement des ouvriers qualifiés et moins des ouvriers non-qualifiés. C'est sur ces deux catégories de formation que les militant-e-s de Unia se distinguent donc de façon considérable du reste de la population. Sur les trois autres catégories, les militant-e-s se rapprochent de la population suisse.

En sachant que les militant-e-s de Unia appartiennent à des segments de classe moins dotés en formation que les militant-e-s des organisations postindustrielles, nous ne pouvons que nous attendre à une population militante *moins pourvue en ressources scolaires*. Cette hypothèse est confirmée si on compare le pourcentage des militant-e-s qui ont une formation universitaire ou équivalente. En effet, c'est le cas pour environ 60% des militant-e-s des organisations postindustrielles pendant que moins de 20% des militant-e-s de Unia ont une formation de ce type. En matière de capitaux scolaires, *les militant-e-s de Unia se distinguent donc d'une façon considérable des militant-e-s des mouvements postindustriels ainsi que de la population Suisse*.

Enfin, activistes et sympathisant-e-s ne se distinguent pas dans leur niveau de formation. Même si la figure donne l'impression que les activistes sont un peu plus formés que les sympathisant-e-s, ces différences sont faibles et non significatives statistiquement.

Figure 1.1 : Le niveau d'éducation des militant-e-s de Unia



NOTE : « Quelle est la formation la plus élevée que vous avez achevée, ou quel est le diplôme le plus élevé que vous avez obtenu ? » Suisse (Selects 2007) n=4'353 ; Passifs n=412, Actifs n=339, VdC a/p=.08. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

³ Les personnes qui ont une formation professionnelle avancée sont celles qui ont suivi plus de trois ans d'apprentissage et de formation pour obtenir leur diplôme professionnel.

Une meilleure redistribution des ressources comme valeur centrale

Le clivage postindustriel mobiliserait des personnes qui ont une architecture des valeurs qui reposerait sur deux piliers normatifs: la défense de la justice sociale et une meilleure redistribution des ressources au sein de la population (*left*) et la défense de la liberté individuelle et collective (*libertarian*). Qu'en est-il des militant-e-s de Unia? En lien avec l'hypothèse du clivage de classe, les militant-e-s de Unia devraient avoir un positionnement normatif spécifique concernant la justice sociale et la redistribution des ressources au sein de la société. En revanche, ils devraient être moins proches de valeurs prônant l'émancipation individuelle ou de minorités, qui sont des valeurs propres au clivage postindustriel. Les militant-e-s de Unia devraient donc se distinguer à la fois de la population suisse puisqu'ils sont ancrés dans un clivage de classe spécifique et des militant-e-s postindustriels.

En matière de justice sociale (Figure 1.2), les militant-e-s de Unia sont clairement *favorables à une meilleure redistribution des ressources* et se distinguent donc de la population suisse. En revanche, ce pilier normatif que partage le clivage postindustriel avec le clivage de classe ne devrait pas distinguer les militant-e-s de Unia des personnes qui se mobilisent dans des organisations postindustrielles. C'est effectivement le cas. Sur ce pilier normatif les militant-e-s de Unia sont très proches des militant-e-s postindustriels⁴.

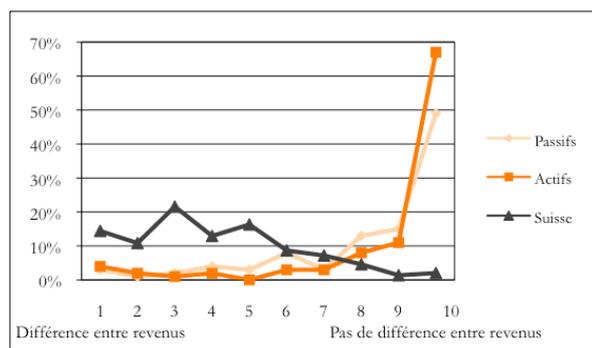
Par contre, sur la question de la *défense de la liberté individuelle et collective*, les militant-e-s de Unia se positionnent entre la population suisse et les militant-e-s postindustriels. Même s'ils sont plus favorables à l'émancipation individuelle que la population suisse, ils sont moins en faveur de valeurs émancipatrices tant du point de vue individuel que collectif que les militant-e-s postindustriels. Est-ce que cette différence par rapport à la population suisse nous indique que les militant-e-s de Unia se rapprochent en termes de valeurs des militant-e-s postindustriels? Nous ne pouvons pas répondre de façon définitive à cette question, d'autres indicateurs nous seraient nécessaires. En revanche, nous pouvons dire que les militant-e-s de Unia ont bien un *profil normatif particulier* qui les distingue à la fois de la fois de la population suisse et des militant-e-s engagés dans le secteur protestataire postindustriel.

Sympathisant-e-s et activistes se distinguent en termes de leur architecture de valeurs. Les sympathisant-e-s sont de moindres défenseurs de la justice sociale et sont moins en faveur de l'émancipation que ne le sont les activistes. Les sympathisant-e-s sont porteurs au sein de la population militante d'une *certaine hétérogénéité normative*. Trois hypothèses peuvent être avancées pour expliquer cette relative hétérogénéité. Premièrement, parmi les sympathisant-e-s on retrouverait des personnes qui n'appartiennent pas au segment social typique dans lequel recrutent les syndicats. Cette hypothèse est peu plausible, car nous avons vu que l'ancrage social des sympathisant-e-s ne se distingue pas des activistes. De plus, leurs valeurs se distinguent du reste de la population. La deuxième hypothèse a trait à l'effet socialisateur de la mobilisation et de l'appartenance à une organisation qui transformerait ou radicaliserait les valeurs des individus. Cet effet est fort probable, mais nous ne pouvons pas le tester avec les données que nous avons à disposition. Enfin, on peut imaginer que les activistes ont des positions normatives plus fermes que les personnes qui sympathisent au mouvement et c'est du reste l'un des éléments qui feraient qu'ils appartiennent au cercle des militant-e-s les plus actifs, les fameux *true believers*.

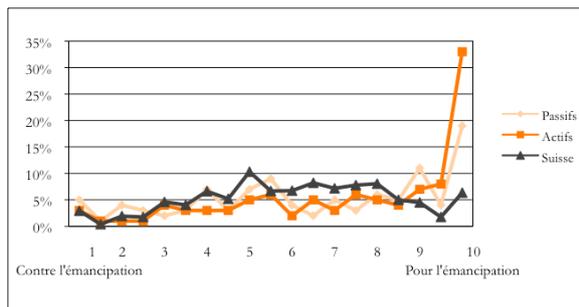
⁴ Justice sociale : Militant-e-s de Greenpeace (moyenne=8.5, écart type=1.8), Sosf (m=9.3, et=1.5). Emancipation : Greenpeace (m=8.0, et=2.1), Sosf (m=8.6, et=1.5).

Figure 1.2: Le profil left-libertarian des militant-e-s

Positionnement en matière de justice sociale



Positionnement en matière d'émancipation



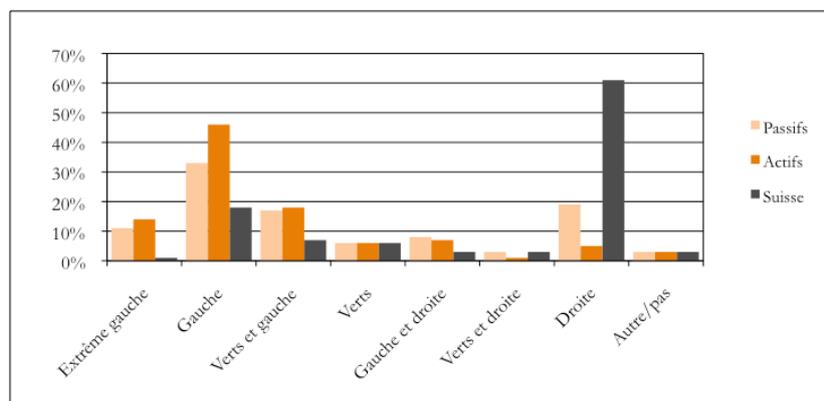
NOTE Justice sociale: Le graphique représente la distribution de l'affirmation suivante : 1 « De plus grandes différences de revenus sont nécessaires afin d'encourager les efforts individuels » et 10 « Les différences entre les revenus devraient diminuer ». Suisse (EVS 2008) n=1241 (moyenne=6.3, écart type=2.5), Passifs n=381 (m=8.4, et=2.3), Actifs n=325 (m=8.9, et=2.6). Eta a/p=.11**. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

NOTE Emancipation: Le graphique représente la distribution de la moyenne entre deux variables portant sur l'émancipation des migrant-e-s. La première avait comme deux extrêmes 1 « Les immigrants prennent le travail des gens nés dans le pays » et 10 « Les immigrants ne prennent pas le travail des gens nés dans le pays ». Pour la deuxième, les affirmations étaient 1 « La culture d'un pays n'est pas menacée par les immigrants » et 10 « La culture d'un pays est menacée par les immigrants ». Suisse (EVS 2008) n=1253 (moyenne=4.1, écart type 2.2), Passifs n=350 (m=6.6, et=2.8), Actifs n=308 (m=7.5, et=2.5). Eta a/p=.17***. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Un ancrage politique spécifique

L'inscription sociale et normative des militant-e-s se traduit par un soutien politique aux syndicats, du fait que celles et ceux-ci s'engagent à Unia, mais aussi par un soutien partisan singulier. L'analyse de la proximité partisane des militant-e-s rend bien compte de la spécificité de leur architecture des valeurs reposant sur un pilier spécifique: la justice sociale (*left*). Les militant-e-s sont essentiellement proche des *partis de la gauche traditionnelle*, notamment du Parti socialiste et de *l'extrême gauche* (Figure 1.3). Il convient de dire que les partis socialistes sont nés du clivage de classe. En revanche, très peu de militant-e-s se situent à droite de l'échiquier politique. En résumé, la différence du reste de la population est clairement visible.

Figure 1.3 : La préférence partisane des militant-e-s



NOTE : Combinaison de : Etes-vous membre d'un parti politique et quel est le parti qui vous est particulièrement proche? Suisse (Selects 2007) n=1416, Passifs n=294, Actifs n=281. La comparaison avec la Suisse repose uniquement sur les personnes qui déclarent avoir une identification partisane : 35% des répondant-e-s.

Les militant-e-s postindustriels sont également surreprésentés dans les partis de gauche, mais à l'inverse des militant-e-s de Unia, ils le sont également pour les verts. Les militant-e-s postindustriels sont bien des militant-e-s de la nouvelle gauche (« New left »). Si certains militant-e-s de Unia s'identifient en même temps aux verts et la gauche, cette identification reste faible. Les militant-e-s de Unia ont donc *un soutien partisan particulier : la gauche traditionnelle* (« Old left »). Ce soutien partisan les distingue clairement de la population suisse mais aussi des militant-e-s postindustriels.

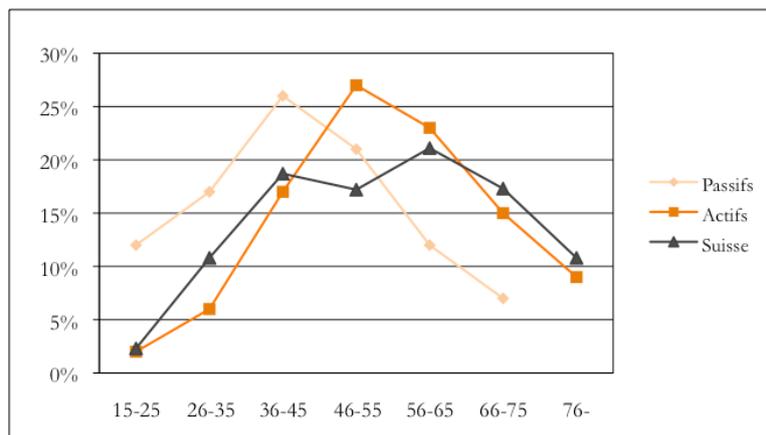
Enfin, les sympathisant-e-s de Unia montrent une relative hétérogénéité parmi la population militante, en se situant un peu plus à droite sur l'échiquier politique que les activistes. Cela nous confirme la hétérogénéité que nous avons identifiée en termes de valeurs.

L'activisme coïncide avec la vie professionnelle

Avant de conclure cette première discussion, nous aimerions encore présenter une dernière analyse relative à l'âge des militant-e-s. De manière peu étonnante, *l'activisme coïncide quasiment avec la vie professionnelle* (Figure 1.4). Les militant-e-s entre 36 et 65 ans sont actifs dans leur soutien à Unia, ils s'engagent dans les structures de l'organisation et ses campagnes. La tranche d'âge de 46 à 55 ans est la plus active à Unia. En revanche, le soutien passif à l'organisation, par le biais de cotisations, dons ou autres soutiens financiers, est le fait de personnes qui ont un âge plus jeune. La moyenne d'âge des sympathisant-e-s est de 52 ans (contre 56 pour les activistes). Les personnes entre 26 et 55 ans constituent le bastion des sympathisant-e-s de Unia, et en particulier les personnes entre 36-45 ans.

Si activistes et sympathisant-e-s se distinguent en âge, en revanche ils sont confrontés à la même dynamique dans le temps, à savoir le déclin progressif de leur engagement l'âge avançant. Toutefois, ce déclin survient plus tôt chez les sympathisant-e-s. A partir de 46-55 ans, le nombre des sympathisant-e-s décline drastiquement. En revanche, les activistes perdurent davantage dans le temps, mais connaissent eux aussi une chute des effectifs après l'âge de la retraite. La sortie de l'engagement syndical avec l'âge est un phénomène bien connu des politologues. On retrouve la même tendance pour le vote. Toutefois, une différence extrêmement importante entre la sortie des sympathisant-e-s et le vote est que la sortie des sympathisant-e-s *arrive beaucoup plus jeune que pour la participation aux élections ou votations*. En revanche, les activistes de Unia diffèrent de ces derniers en évoluant d'une manière parallèle à la participation aux élections ou votations.

Figure 1.4 : L'âge des militant-e-s comparé à l'âge des électeurs Suisse



NOTE: Suisse (Selects 2007) n=3803 (moyenne=50.8, écart type=18.1), Passifs n=420 (m=51.6, et=16.1), Actifs n=335 (m=54.5, et=14.3). Eta a/p=.09*. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Synthèse et implications

Pour conclure cette discussion sur le profil social et normatif des militant-e-s, nous retiendrons trois points. Premièrement, les militant-e-s de Unia s'inscrivent effectivement dans un **segment spécifique de la société**. Ce résultat a pour conséquence pour Unia qu'il a un potentiel politique qui lui est propre. Ce ne sont pas les citoyen-ne-s lambda qui sont membre de cette organisation, mais bien des personnes socialement typées. Il est donc difficile de mobiliser des personnes en dehors de ce bastion social. Ainsi, la majorité des militant-e-s de Unia venant de la classe ouvrière, celles et ceux-ci sont clairement en faveur d'une meilleure redistribution des ressources et sont de fermes partisans de la gauche traditionnelle.

Deuxièmement, les militant-e-s, qu'ils soient activistes ou sympathisant-e-s, proviennent du même segment social. **La population militante est donc assez homogène**. Seule une certaine hétérogénéité en termes de valeurs est à noter. Comment interpréter cette relative hétérogénéité ? Deux pistes sont possibles. Soit les activistes sont plus fermes dans leur structure de valeurs, autrement dit ils ont des positions légèrement plus radicales que les sympathisant-e-s. En ceci, ils répondraient assez fidèlement à la catégorie de *true believers* que leur a donné la recherche. Soit, alors, ces personnes, qui sont actives dans l'organisation, sont socialisées par l'organisation elle-même et par les interactions avec d'autres activistes ; renforçant ainsi certaines compréhensions du monde qui, *in fine*, affectent la structure de leurs valeurs. La sociologie a montré depuis quelques années que les processus de socialisation se réalisent tout au long de la vie de l'individu et les interactions concrètes jouent un rôle important dans ces processus. Pour Unia, ce résultat a une double implication. Premièrement, même le recrutement de sympathisant-e-s est difficile à réaliser à l'extérieur de son bastion social de prédilection. Deuxièmement, si c'est la deuxième interprétation que nous avons émise qui s'avère correcte : l'organisation joue un rôle non négligeable dans la socialisation des activistes une fois engagés.

Troisièmement, **l'engagement coïncide avec la vie professionnelle**. Ainsi, l'engagement syndical semble être lié à une période de vie spécifique et perd sa légitimité avec l'âge de la retraite. Nous retrouvons la même dynamique pour le vote. L'explication

classique pour le vote a trait à la désinsertion sociale, ou la sortie de la vie sociale. Cette sortie est de plus en plus tardive et, en terme de vote, on voit qu'elle survient avec un âge déjà avancé (plus de 65 ans). Pour les sympathisant-e-s de Unia, la sortie de la militance commence déjà à partir de 46 ans, alors même que ces personnes ne sont pas encore sorties de la vie sociale, ni de la vie active. Peut-être que l'organisation pourrait orienter ses pratiques de recrutement sur ces classes d'âge de la population pour que ces personnes puissent prolonger leur soutien à Unia comme le font déjà les activistes.

Quels sont les chemins de l'engagement ?

Réfléchir aux chemins de l'engagement, nous amène à réfléchir à deux processus distincts : le processus de sensibilisation ou de *socialisation* à l'enjeu et le processus de *mobilisation*, autrement dit de conversion d'une sensibilité à un enjeu en un engagement effectif. Nous discuterons ici ces deux aspects en nous posant les questions suivantes : quels sont les canaux de sensibilisation aux enjeux liés à la défense des droits et intérêts des salarié-e-s ? Et quels sont les canaux qui conduisent à l'engagement pour la défense des droits et intérêts des salarié-e-s et, plus spécifiquement, à Unia.

La recherche nous a rendus attentifs au rôle important des *réseaux sociaux*, qu'ils soient de nature formelle, comme l'insertion dans une organisation, ou informelle, par le biais d'échanges interpersonnels entre des individus. Par exemple, les études sur le mouvement des droits civiques aux Etats-Unis ont mis en exergue le rôle crucial joué par le réseau des églises baptistes pour s'engager dans ce mouvement. D'autres recherches ont montré l'importance des réseaux interpersonnels pour l'engagement militant. Selon ces études, les réseaux jouent un rôle à la fois dans le processus de socialisation à l'enjeu contestataire, mais aussi dans le processus de mobilisation. Récemment, des auteurs ont remis en cause la prédominance des réseaux à la fois dans le processus de socialisation et de recrutement (Jasper 1997). Les réseaux ne seraient qu'un canal parmi d'autres, notamment pour les enjeux protestataires relativement consensuels et les protestations ne se déroulant pas dans la clandestinité. Unia se situe dans ce cas de figure. Examinons alors la place des réseaux sociaux dans ce type d'engagement politique.

Un contexte relationnel qui favorise leur socialisation

Le contexte relationnel dans lequel évolue l'individu est potentiellement un important vecteur de socialisation aux enjeux protestataires. L'interaction sociale, à la fois dans des groupes formels ou entre individus, favorise la sensibilisation d'un acteur à des problèmes politiques. Nous examinons ici le *contexte relationnel* des militant-e-s *avant* qu'ils ne soient engagés à Unia, en portant un regard spécifique à leur insertion dans les réseaux organisationnels (formels) puis dans les réseaux interpersonnels (informels).

La recherche montre que les personnes, avant de s'engager, étaient généralement insérées dans des groupes et réseaux sociaux. Cette insertion facilite la socialisation à l'enjeu et permet aussi de tisser des ponts entre différentes structures militantes. Qu'en est-il pour Unia ? *Avant de rejoindre Unia, les militant-e-s étaient fortement insérés dans des réseaux organisationnels* (Tableau 2.1). Plus de 80% des militant-e-s étaient déjà inscrits dans des réseaux sociaux, soit en étant actifs, soit en étant de simples sympathisant-e-s. Cette insertion dépasse même l'insertion des militant-e-s dans les organisations postindustrielles. Est-ce là une spécificité de Unia ?

L'insertion générale dans les réseaux n'est pas un indicateur suffisamment précis. Tous les réseaux n'ont pas la capacité de socialiser les individus aux enjeux liés à la défense des droits et intérêts des salarié-e-s. En conséquence, nous nous attendons à ce que les militant-e-s soient fortement inscrits dans les *réseaux liés au travail*. C'est effectivement ce qu'il ressort de nos résultats. Avant de s'engager à Unia, les militant-e-s ont été fortement insérés dans les organisations liées au travail. Ainsi, plus de la moitié des militant-e-s était déjà membre d'une ou plusieurs organisations de ce type de mouvement. Evidemment, ils

étaient plutôt insérés dans d'autres syndicats que dans des organisations professionnelles. Ce résultat peut être également expliqué par le fait que Unia est le fruit d'une fusion de différents syndicats. Apparemment, la moitié de ses militant-e-s était déjà syndiquée avant cette fusion.

De manière intéressante, les militant-e-s de Unia ont été aussi fortement insérés dans les *organisations postindustrielles*, comme c'était le cas pour les militant-e-s de cette famille d'organisation. En particulier, ils étaient membres d'organisations écologistes, d'associations d'aide au développement et d'organisations de défense des droits humains ou des migrant-e-s. Ces quatre secteurs prédominent sur les autres types d'organisations postindustrielles. Il en va de même pour Greenpeace et Sosf. C'est peut-être cette insertion des militant-e-s de Unia dans les organisations postindustrielles qui a sensibilisé les militant-e-s à la promotion de la liberté individuelle et collective (cf. Figure 1.2) ? Même si nous ne pouvons pas répondre totalement à cette question, nous pouvons au moins constater ici un chevauchement entre la gauche traditionnelle et la nouvelle gauche, en terme d'insertion sociale.

Enfin, il convient de relever que les *activistes étaient beaucoup plus insérés* dans les réseaux formels que les sympathisant-e-s. Si l'hypothèse sur l'effet socialisateur des organisations s'avère correct, nous devrions donc pouvoir identifier des différences systématiques entre activistes et sympathisant-e-s, comme c'était le cas pour les valeurs. Nous allons revenir sur ce point plus tard dans ce rapport.

Tableau 2.1 : L'insertion des militant-e-s dans les réseaux formels *avant* de s'engager dans l'organisation

	GP	SOSF	Unia	Unia Passifs	Unia Actifs	
	%	%	%	%	%	r Pearson
Postindustrielles	34	68	48	39	60	.22***
<i>Ecologistes</i>	24	44	26	23	31	.08*
<i>Aide au développement</i>	14	45	19	15	24	.12***
<i>Droits humains</i>	12	41	19	11	30	.24***
<i>Droits des migrants</i>	4	-	15	6	26	.28***
<i>Pacifistes</i>	3	37	11	7	16	.14***
<i>Consommateurs</i>	4	12	12	10	14	.07*
<i>Féministes</i>	4	22	11	9	14	
<i>Gays</i>	1	3	3	3	1	
<i>Altermondialistes</i>	4	13	9	4	16	.22***
<i>Anarchistes</i>	1	6	6	4	8	.09**
Travail	9	34	52	40	68	.28***
<i>Syndicats</i>	6	28	51	38	67	.29***
<i>Professionnelles</i>	4	12	9	9	9	
Partis politiques	3	26	25	15	38	.27***
<i>Partis</i>	3	26	25	15	38	.27***
Religieuses et caritatives	14	45	29	23	38	.15***
<i>Religieuses</i>	5	25	14	11	18	.09*
<i>Caritatives</i>	11	35	21	17	26	.11**
Autres	26	50	64	57	73	.16***
<i>Jeunes/ étudiants</i>	10	24	15	12	19	.10**
<i>Locataires</i>	6	21	24	20	21	.10**
<i>Quartiers</i>	-	-	-	-	-	
<i>Parents d'élèves</i>	3	9	11	9	14	.09*
<i>Automobilistes</i>	5	3	14	15	13	
<i>Militaires/patriotes</i>	0	1	6	6	5	
<i>Culturelles/hobby</i>	11	21	36	33	40	.07*
<i>Autres</i>	3	9	16	15	17	
Total	40	75	84	77	93	.21***

NOTE : Est-ce que vous étiez membre ou engagé dans ces associations / groupes avant de votre engagement à Unia ? Greenpeace n=710, Sosf n=724, Passifs n=452, Actifs n=347. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Si la moitié des militant-e-s étaient insérés dans un réseau formel favorisant potentiellement leur socialisation aux enjeux des salarié-e-s, ils étaient encore plus largement insérés dans des *réseaux interpersonnels* sensibles aux questions des droits et intérêts des salarié-e-s (Tableau 2.2). La quasi-totalité des militant-e-s de Unia avait évolué dans un contexte interpersonnel qui était sensibilisé à la défense des droits et intérêts des salarié-e-s. La moitié des militant-e-s affirment que leur réseau interpersonnel (amis, famille et connaissances) était très proche des questions syndicales et l'autre moitié d'entre eux estime qu'ils l'étaient dans une certaine mesure. Très peu de militant-e-s, avant de s'engager à Unia, évoluaient dans un contexte interpersonnel sans lien avec les préoccupations des salarié-e-s et ceci est valable autant pour les activistes que pour les sympathisant-e-s. Ce constat est identique à celui que nous avons pu faire pour Greenpeace et pour Sosf. Avant de s'engager, les militant-e-s bénéficient de larges potentialités d'interactions sur l'enjeu de leur future mobilisation.

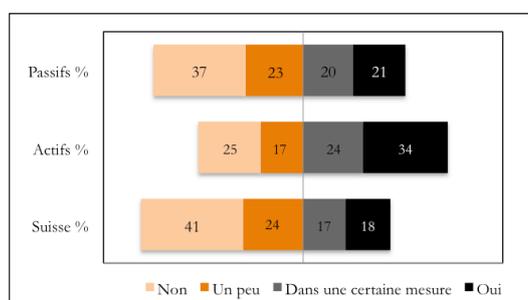
Tableau 2.2: L'insertion des militant-e-s dans les réseaux interpersonnels sensibilisés à l'enjeu protestataire avant qu'ils ne s'engagent dans l'organisation.

	Unia	Unia Passifs	Unia Actifs
	%	%	%
Aucune	4	5	4
Moyenne	46	44	48
Forte	49	51	47
Total	100%	100%	100%
n	730	401	329
Gamma			ns

NOTE: Avant de vous engager à Unia est-ce que vos proches ami-e-s, connaissances et membres de votre famille étaient sensibilisés aux problèmes rencontrés par les salarié-e-s ? * $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$.

Avant de rejoindre Unia, tous les militant-e-s évoluaient donc dans un réseau d'interactions favorisant leur sensibilisation aux problèmes des salarié-e-s. Par contre, tout le monde n'a de loin pas bénéficié d'un contexte familial propice à leur *sensibilisation politique*. Plus que la moitié des activistes avait évolué dans un milieu familial où l'on discutait de politique. Il en va autrement des sympathisant-e-s qui, eux, sont plus proches de la population suisse sur ce point (Figure 2.1). En résumé, force est donc de constater que activistes et sympathisant-e-s se distinguent clairement dans leur contexte relationnel.

Figure 2.1: Les parents des militant-e-s discutaient-ils de politique en famille ?



NOTE: En repensant à la vie de vos parents quand vous aviez 14 ans, est-ce que vous discutiez politique à la maison avec vos parents? Suisse (EVS 2008) n=1225, Passifs n=390, Actifs n=322, Gamma a/p=.27***. * $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$.

D'autres canaux favorisent leur socialisation

L'insertion dans les réseaux sociaux permet une socialisation concrète mais aussi diffuse ; l'environnement social procure des ressources cognitives sans en être véritablement conscient. Nous avons donc demandé aux militant-e-s qu'ils nous disent, selon eux, quels sont les *canaux qui les ont sensibilisés* aux questions syndicales avant qu'ils ne s'engagent pour défendre cet enjeu politique. En examinant les différents canaux de socialisation, nous pouvons ainsi évaluer l'importance des réseaux dans le processus de socialisation.

Tout d'abord, deux chemins de sensibilisation à l'enjeu sont cruciaux (Tableau 2.3). D'un côté, les *expériences personnelles*, et, parmi celles-ci, surtout les expériences liées au travail que vivent les individus sont une source importante de sensibilisation à l'enjeu. De l'autre, les *réseaux interpersonnels* sont également un canal central de sensibilisation. Presque 60% des militant-e-s disent avoir été socialisés à cet enjeu protestataire par leur entourage, en particulier par leur famille et leurs connaissances ou leurs collègues.

En tant que canal de socialisation, *Unia* vient en troisième position. Même si environ 40% des militant-e-s dit avoir été socialisé par l'organisation elle-même, *Unia* est un vecteur de sensibilisation moins important si on le compare avec Sosp et Greenpeace. Le même constat s'applique aux autres canaux de sensibilisation. Ainsi, l'information, les événements sociopolitiques et les réseaux organisationnels sont moins importants pour une sensibilisation aux questions syndicales.

Tableau 2.3 : Les canaux qui ont sensibilisé les militant-e-s à l'enjeu de protestation

	GP	SOSF	Unia	Unia Passifs	Unia Actifs	
	%	%	%	%	%	r Pearson
Réseaux sociaux	46	56	64	62	65	ns
Interpersonnels	39	31	58	59	57	ns
<i>Proche ami-e</i>	11	13	15	14	15	
<i>Connaissance/ collègue</i>	9	13	31	33	29	
<i>Famille</i>	31	16	29	28	30	
Organisationnels	14	40	14	8	20	.17***
<i>Organisation dont je faisais partie</i>	10	26	12	7	17	.17***
<i>Eglise</i>	5	21	3	2	4	.07*
Autres canaux	91	89	79	76	83	.09*
Organisation elle-même	65	61	39	34	46	.13***
<i>Publications</i>	55	58	27	23	31	.09*
<i>Campagnes/ actions</i>	48	43	23	18	29	.13***
Événements politiques/ sociaux	49	49	25	22	29	.09*
Expériences personnelles	40	49	56	52	61	.09*
<i>Expérience personnelle</i>	33	29	28	22	34	.13***
<i>Travail</i>	17	34	42	41	45	
Information	73	67	26	22	31	.10**
<i>Média</i>	62	53	17	17	17	
<i>Lectures personnelles</i>	45	57	18	12	24	.16***
Autre	5	-	5	4	6	ns
Aucun canal (toujours sensibilisé)	56	40	41	28	58	.30***

NOTE : Qu'est-ce qui vous a sensibilisé aux problèmes des salarié-e-s ? Greenpeace n=761, Sosp n=723, Passifs n=430, Actifs n=344. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

A l'exception des réseaux interpersonnels qui jouent un rôle crucial pour les deux sphères de militance, les *activistes ont plus de canaux de sensibilisation que les sympathisant-e-s*. Ainsi, les personnes socialisées par le biais des réseaux organisationnels ont tendance à s'engager plus activement dans la défense des droits et intérêts des salarié-e-s. Ce constat s'applique également pour ceux qui ont été sensibilisés par *Unia*. De même, les personnes qui ont

vécu personnellement une expérience (parce qu'elles ont été licenciées ou pour d'autres raisons), qui ont été socialisées par une expérience sociopolitique ou encore par l'information ont tendance à s'engager plus activement.

Apparemment, avoir un réseau interpersonnel qui nous socialise aux enjeux des salarié-e-s et vivre des expériences personnelles liées au travail sont les deux conditions préalables pour devenir membre de Unia. Par conséquent, le fait d'avoir davantage de canaux de socialisation permet de devenir activiste. Enfin, pour répondre à la question sur le rôle de réseaux sociaux, nous voyons que ce sont surtout les réseaux interpersonnels qui sont cruciaux pendant que les réseaux organisationnels semblent être moins importants.

Quels sont les canaux qui conduisent à s'engager pour la défense des salarié-e-s ?

Etre sensibilisé à une cause est une chose, convertir cette sensibilisation en un engagement politique en est une autre. Nous avons demandé aux militant-e-s de nous dire quels ont été les canaux qui les ont conduits à s'engager pour la défense des droits et intérêts des salarié-e-s (Tableau 2.4). *Les canaux qui ont sensibilisé les militant-e-s sont les mêmes qui les ont amenés à s'engager*, toutefois dans une moindre proportion. Nous voyons là clairement, qu'entre la socialisation et la conversion de cette socialisation en acte, il y a effectivement une perte importante.

De nouveau, les *réseaux interpersonnels* et les *expériences personnelles* restent les deux canaux les plus importants. Les événements sociopolitiques ainsi que Unia retiennent également une certaine importance alors que l'information et les réseaux formels sont des vecteurs d'engagement négligeables. Nous retrouvons donc *les mêmes canaux* (et dans les mêmes proportions) que ceux qui ont socialisé les militant-e-s à la cause des salarié-e-s. Sur l'ensemble des canaux, que pouvons-nous dire des *réseaux* qui ont été évalués par la recherche comme étant des canaux essentiels pour l'engagement protestataire ? Ils prennent une place cruciale, vu que la moitié des militant-e-s dit s'être engagée par le biais de ce canal.

Comme c'était le cas pour les canaux de sensibilisation, les réseaux interpersonnels jouent un rôle crucial pour la mobilisation de l'ensemble des militant-e-s. Par contre, *les activistes ont besoin d'un plus grand nombre de canaux que les sympathisant-e-s*. Ainsi, nous retrouvons des différences importantes sur tous les autres canaux de mobilisations.

Tableau 2.4 : Les canaux qui ont mobilisés les militant-e-s à s'engager pour l'enjeu protestataire

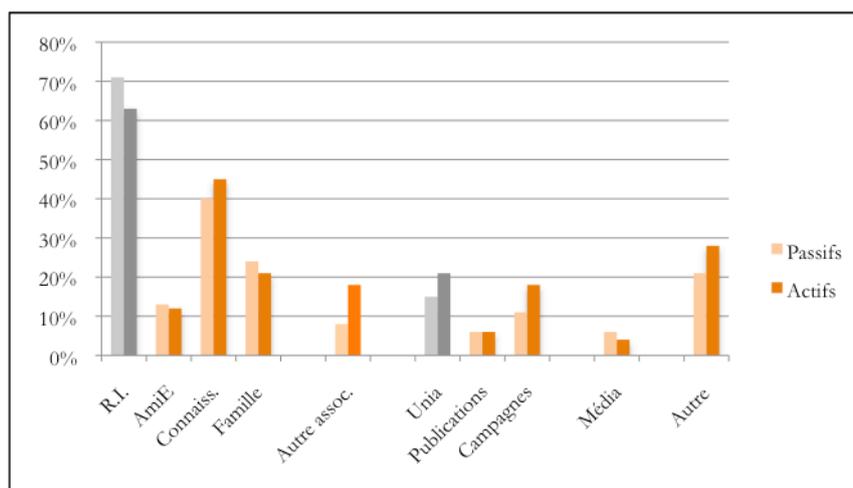
	GP	SOSF	Unia	Unia Passifs	Unia Actifs	
	%	%	%	%	%	r Pearson
Réseaux sociaux	19	30	48	44	51	ns
Interpersonnels	17	16	41	41	42	ns
Proche ami-e	5	7	7	8	6	
Connaissance/ collègue	3	7	19	18	20	
Famille	11	7	22	22	23	
Organisationnels	4	19	10	6	16	.18***
Organisation dont je faisais partie	1	12	9	4	15	.19***
Eglise	3	10	3	2	3	
Autres canaux	68	55	62	56	71	.16***
Organisation elle-même	41	22	21	14	30	.20***
Publications	28	16	12	8	15	.11**
Campagnes/ actions	31	16	15	7	25	.25***
Évènements politiques ou sociaux	27	24	20	14	27	.16***
Expériences personnelles	29	32	45	40	52	.13***
Expérience personnelle	23	21	26	21	33	.13***
Travail	11	21	32	28	37	.10**
Information	37	15	13	8	19	.17***
Média	21	9	7	6	8	
Lectures personnelles	30	12	9	4	15	.21***
Autre	3	-	4	2	5	.07*
Aucun canal (Toujours mobilisé)	31	17	26	16	39	.27***

NOTE : Qu'est-ce qui vous a poussé à vous engager pour défendre les droits et intérêts des salarié-e-s ? Greenpeace n=761, Sosf n=723, Passifs n=430, Actifs n=344. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Quels sont les canaux qui mènent à Unia ?

Nous avons examiné les chemins qui conduisent à s'engager pour la défense des droits et intérêts des salarié-e-s, mais quels sont les canaux qui permettent à rejoindre Unia ? Trois résultats sont importants (Figure 2.2). Premièrement, *les réseaux interpersonnels*, et parmi ceux-ci les connaissances et les collègues de travail, sont le canal le plus important de recrutement que ce soit des activistes ou des sympathisant-e-s. C'est dans l'interaction interpersonnelle que la plupart des militant-e-s sont recrutés. Il est, de plus, fort à parier que dans la catégorie des connaissances, ce sont surtout les collègues de travail qui jouent un rôle crucial dans la mobilisation des militant-e-s. Deuxièmement, les *médias* jouent un rôle négligeable dans le recrutement. Troisièmement, les *réseaux organisationnels* et *Unia* sont des canaux de recrutement moins importants que les réseaux interpersonnels. En revanche, et là nous trouvons le même résultat qu'auparavant, ces canaux *conduisent à un degré d'engagement plus important* que les autres chemins de recrutement. Les personnes recrutées par des réseaux organisationnels, et dans une moindre mesure par Unia, deviennent plus facilement des activistes.

Figure 2.2 : Les canaux qui ont conduit les militant-e-s à s'engager à Unia



NOTE: Pouvez-vous nous dire de quelle manière vous êtes entré-e en contact avec Unia ? Passifs n=448, Actifs n=343. rdP a/p : Réseaux interpersonnels (RI)=-.08*, Ami=ns, Connaissance=ns, Famille=ns, Autre association=.14***, Unia,=.07*, Publications=ns, Campagnes=.10**, Médias=ns, Autre=.07*. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Les réseaux interpersonnels sont donc des agents de recrutement cruciaux à la fois pour les militant-e-s actifs et passifs. Toutefois, la recherche a mis en exergue que ce qui compte serait moins le lien que la *qualité du lien*. Autrement dit, la qualité du recruteur serait importante pour comprendre pourquoi des personnes s'engagent plus activement que d'autres. C'est aussi ce que nous retrouvons à Unia (Tableau 2.5) ; ce n'est donc pas le type de lien qui est décisif. Nous trouvons donc le même résultat qu'auparavant. Ainsi, les personnes recrutées par de proches amis ne deviennent pas plus facilement des activistes chez Unia. Toutefois, celles qui ont été recrutées par des liens familiaux deviennent des sympathisant-e-s de l'organisation. Ce n'est donc pas le type de lien avec la personne recrutée qui est important, mais bien l'intensité d'engagement du recruteur. Lorsque le *recruteur est un activiste de Unia*, le militant-e-s a de très fortes chances de devenir un activiste lui-même. En revanche, si le recruteur est un sympathisant-e de l'organisation, sa recrue sera elle aussi un-e sympathisant-e de Unia.

Tableau 2.5: La qualité des liens qui ont conduit les militant-e-s à s'engager à Unia

	Unia Passifs	Unia Actifs		
	%	%	r Pearson	n
Types de lien				
Acquis (amis ou connaissance)	62	66		
Familiaux	26	15	-.10**	256/198
Les deux	12	19	.08*	
Qualité du lien			ns	
Lien faible	16	21		166/127
Lien fort	84	79		
Intensité d'engagement du lien			.26***	
Passif	61	35		224/148
Actif	39	66		

NOTE: Avant de devenir membre de Unia, est-ce qu'il y avait une ou plusieurs personnes que vous connaissez personnellement (ami-e, connaissance, parent, etc.) qui étai(en)t membre(s) de Unia et qui vous a(ont) incité-e à devenir membre au sein de cette association/groupe= Que représentaient pour vous ces personnes ? Quel était leur degré d'engagement ? *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Synthèse et implications

Pour conclure cette discussion sur les chemins de la socialisation et de la mobilisation, nous retiendrons quatre points. Premièrement, avant de s'engager pour la défense des droits et intérêts des salarié-e-s, les militant-e-s baignaient dans un **contexte relationnel qui favorisait une sensibilisation aux problèmes des salarié-e-s**, surtout dans leur réseau interpersonnel (amis, famille et connaissances). Les interactions sociales concrètes favorisent le développement des ressources cognitives et, là, il est clair que ces personnes ont bénéficié de ce type d'interaction. La famille, les collègues et les connaissances jouent donc un rôle particulièrement important pour le développement d'une sensibilité syndicale. Pour Unia, ces résultats ont une double implication. Tout d'abord, il est difficile pour une organisation d'intervenir sur les réseaux interpersonnels de socialisation. Cependant, du fait que la famille et les collègues jouent un rôle non négligeable dans ce processus de socialisation, Unia peut orienter certains mécanismes d'information sur ce segment spécifique de la population : d'un côté les familles et leurs enfants et de l'autre les collègues des militant-e-s dans leurs entreprises.

Deuxièmement, les **réseaux interpersonnels et les expériences personnelles** sont les plus importants chemins de la socialisation et de la mobilisation. Avoir des collègues ou un membre de la famille proche de cet enjeu ou avoir vécu une mauvaise expérience au travail sont donc des éléments cruciaux pour être sensibilisé à l'enjeu ainsi que pour convertir cette sensibilisation en un engagement effectif. Par contre, Unia joue un rôle moins important dans ces deux processus que les organisations postindustrielles. Même si il reste un acteur non-négligeable pour sensibiliser et mobiliser les personnes aux enjeux des salarié-e-s, peut-il encore accroître ce travail pour étendre de façon plus importante son influence ?

Troisièmement, les **réseaux informels** constituent le canal de socialisation et de recrutement le plus important. Comparativement aux organisations postindustrielles, ils sont beaucoup plus importants. En revanche, les réseaux informels sont moins décisifs pour conduire des militant-e-s vers un engagement actif, puisque ce canal a la même importance pour le recrutement des activistes que des sympathisant-e-s. Toutefois, le degré d'engagement du recruteur est crucial. Si ces personnes sont recrutées par un activiste de Unia, elles ont de très grandes chances de s'engager activement pour l'organisation. Pour Unia, ce dernier résultat a une implication importante. S'il souhaite élargir le nombre de ses participant-e-s actifs au sein de l'organisation ou de ses campagnes, ses propres activistes constituent un des meilleurs canaux de recrutement.

Enfin, **activistes et sympathisant-e-s se distinguent clairement dans leurs canaux d'engagement**. Pendant leur enfance, les activistes ont vécu une plus forte socialisation politique que les sympathisant-e-s. Ensuite, ils étaient beaucoup plus insérés dans des réseaux formels avant de s'engager à Unia. Finalement, les activistes ont eu plus de canaux de socialisation et de mobilisation à leur disposition. Est-ce que ces différences systématiques que nous venons d'identifier amènent les activistes à développer également une perception du monde qui leur est spécifique ? Sont-ils vraiment ces *true believers*, comme catégorisés dans le monde de la recherche ? C'est là une des questions cruciales du prochain chapitre.

Pour quelles raisons les militant-e-s s'engagent-ils?

S'engager comporte des coûts, que ce soit pour les activistes, qui mobilisent de leur temps pour participer activement aux campagnes et à la vie de l'organisation, mais aussi pour les sympathisant-e-s, qui soutiennent financièrement Unia. Alors *pourquoi des individus rejoignent l'action protestataire puisqu'elle implique des coûts ?* De nombreux auteurs ont mis en avant que seuls des bénéfices individuels perçus par les militant-e-s pouvaient contrecarrer les coûts engendrés par la mobilisation et les inciter à rejoindre l'action collective (Olson 1965). La réception de bénéfices personnels était la seule manière de compenser les coûts de l'engagement permettant ainsi aux personnes, proches d'un enjeu contestataire, de convertir leurs préoccupations politiques en action.

Cette explication classique pour rendre compte de l'engagement politique a été vivement critiquée pour des raisons théoriques, mais aussi au regard des analyses empiriques. De nombreux travaux ont mis en exergue que la réception d'incitations personnelles et matérielles n'était pas à même d'expliquer le passage à l'action. *Peu de personnes s'engagent parce qu'ils vont recevoir des biens personnels* : que ce soit des compétences qu'ils pourront valoriser dans leur monde professionnel, le fait de pouvoir nouer de nouvelles amitiés, ou encore des prestations offertes par l'organisation, etc. Elles s'engagent parce qu'elles défendent un but politique qu'elles souhaiteraient voir réaliser, parce qu'elles se préoccupent de la société dans laquelle elles vivent, ou encore parce que l'engagement permet de mettre en acte leur vision du monde.

Face à ces résultats qui semblent remettre en cause la logique individualiste et économiste, des auteurs ont proposé une explication diamétralement opposée en mettant en évidence l'importance du monde mental des acteurs. Les représentations subjectives des individus, ou dit autrement leur perception et compréhension du monde, seraient la clé explicative de l'action des individus. Les tenants de la sociologie et de la psychologie cognitive mettent en avant que les cognitions (ou représentations mentales) des acteurs définissent leurs possibilités d'action. Pour pouvoir agir, il faut d'abord avoir une représentation mentale. *Sans représentation mentale, l'action n'est pas possible.*

Monroe (2006), dans son étude sur les Justes, a montré que les personnes qui ont porté secours aux Juifs pendant la Seconde guerre mondiale l'ont fait essentiellement parce qu'ils avaient une certaine vision de l'humanité. Ils considéraient que la personne qui frappait à leur porte pour demander de l'aide était comme eux : des êtres humains qui partageaient la même humanité que la leur. Selon Monroe, cette explication semble être la seule qui explique pourquoi certaines personnes ont pris des risques pour sauver des Juifs face à la destruction nazie alors que d'autres personnes, confrontées à la même situation de demande d'aide, n'ont pas porté secours aux Juifs. Cette dimension cognitive spécifique, autrement dit cette représentation mentale d'une humanité partagée par toute personne quelles que soient ses origines ou sa religion, a permis aux Justes d'agir.

Monroe va encore plus loin en s'appuyant sur les travaux des cognitivistes en mettant en exergue que pour les Justes, leur action était *une évidence* ; ils ne pouvaient pas faire autrement que d'accueillir ces personnes menacées. Or dans le contexte de cette période, cette action était loin d'être évidente. Ces personnes prenaient des risques majeurs pour elles et leur famille. Monroe explique ce sentiment d'évidence par le fait que leur action était en *forte résonance avec leur monde mental*, avec cette représentation que tout humain est identique et appartient à la même humanité. Ainsi, le cadrage interprétatif de leur réalité

les a non seulement guidés dans leur action, mais a aussi rendu cette action comme évidente, allant de soi.

Qu'en est-il des personnes engagées pour défendre les droits et intérêts des salarié-e-s ? D'un côté, on peut s'imaginer que les salarié-e-s défendent leurs propres intérêts. Dans ce cas, les incitations personnelles devraient jouer un rôle important. D'autant plus qu'un syndicat offre des prestations concrètes à ces militant-e-s. De l'autre, les analyses sur les autres organisations protestataires dans notre étude ont montré que les incitations personnelles ne jouent presque aucun rôle. Alors, qu'est-ce qui motive les militant-e-s de Unia ? Est-ce des *incitations matérielles* ou des *représentations mentales spécifiques* qui motivent leur engagement pour les droits et intérêts des salarié-e-s ?

L'engagement syndical est coûteux

Nous avons demandé aux militant-e-s quelle était la perception des coûts liés à leur engagement à Unia (Figure 3.1). En principe, il devrait être perçu comme plus coûteux que, par exemple, un engagement environnemental vu que l'engagement syndical est directement lié au monde du travail. On peut donc s'imaginer qu'un militant-e prend le risque de se discréditer auprès de son employeur en s'engageant pour un syndicat. Ce constat s'applique encore plus pour les activistes, parce qu'ils sont visibles dans l'action politique. Qu'en est-il ?

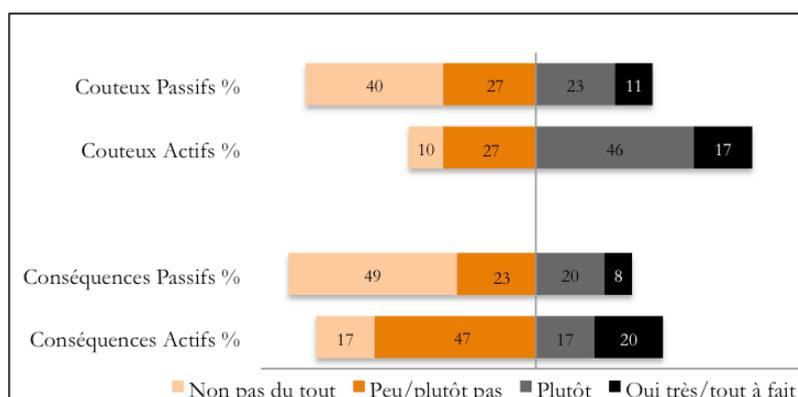
Effectivement, *l'engagement à Unia est perçu comme un engagement coûteux*. Ainsi, presque la moitié des militant-e-s perçoit son engagement comme plutôt coûteux et 30% estime que son engagement peut avoir des conséquences négatives pour sa vie personnelle. Avec ces pourcentages, l'engagement syndical dépasse clairement un engagement dans une organisation postindustrielle en termes de coûts perçus⁵.

Toutefois, *la perception des coûts est distincte pour les activistes et sympathisant-e-s*. Ainsi, un tiers des sympathisant-e-s estime que son engagement comporte des coûts. L'engagement pour les activistes comporte plus de coûts que celui des sympathisant-e-s : 63% juge que son action est plutôt coûteuse en terme de temps et d'investissement personnel et 37% d'entre eux estime que son engagement peut avoir des conséquences négatives sur sa vie privée ou sociale. Assez logiquement, les coûts de l'engagement ne sont pas les mêmes pour les personnes qui soutiennent financièrement Unia et celles qui sont véritablement inscrites dans un processus d'engagement en participant aux campagnes de Unia et au développement de l'organisation. Non seulement ces derniers investissent beaucoup de temps pour leur engagement, mais ce sont aussi les personnes les plus visibles parmi les militant-e-s.

Les tenants de la théorie économiste ont donc raison en mettant en exergue les coûts personnels qu'implique un engagement syndical. Nous voyons ici confirmée l'idée véhiculée par la théorie économiste qu'une personne engagée rencontre des coûts dus à sa mobilisation. L'engagement engendre des coûts et ceux-ci sont également *perçus comme tels par plus de la moitié des militant-e-s*.

⁵ Sosf: 36% des militant-e-s perçoivent des coûts et 10% des conséquences négatives. GP: 17% des militant-e-s perçoivent des coûts et 9% des conséquences négatives.

Figure 3.1 : Les coûts de l'engagement



NOTE : Coût : S'engager dans une association/groupe représente souvent un investissement assez lourd en termes de temps et de disponibilité. Comment évaluez-vous votre investissement pour défendre les droits et intérêts des salarié-e-s ? Passifs n=320, Actifs n=321, Gamma a/p=.48***. Conséquences négatives : S'engager pour une cause peut avoir des conséquences négatives sur un plan personnel et/ou pour sa vie sociale. Estimez-vous que votre engagement pour défendre les droits et intérêts a (ou a eu) des conséquences négatives pour votre vie personnelle ou sociale ? Passifs n=30, Actifs n=74, Gamma a/p=.39**. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

En nous inspirant du point de vue de la théorie économiste, nous nous demandons si les militant-e-s sont motivés à s'engager parce qu'ils reçoivent des incitations personnelles et matérielles. Qu'en pensent les militant-e-s de Unia ? *Oui, les militant-e-s de Unia ont clairement des incitations matérielles pour s'engager* (Tableau 3.1). Deux tiers des militant-e-s a été incité par l'offre des prestations et presque 60% s'est engagé pour élargir des compétences qui lui sont utiles dans leur monde professionnel. Ce sont ces deux incitations matérielles qui attirent le plus grand intérêt parmi les militant-e-s. Les *incitations matérielles permettent donc de juguler les coûts* de l'engagement pour la défense des droits et intérêts des salarié-e-s.

Tableau 3.1 : Les incitations pour s'engager

	Unia	Unia Passifs	Unia Actifs	
				r Pearson
Matérielles	7	10	3	-.13***
Acquérir des compétences	59	59	59	
Élargir son cercle amical	39	29	50	.22***
Renforcer son estime de soi	23	22	25	
Profiter des prestations offertes par le syndicat	66	74	57	-.18***
Non-matérielles	17	16	17	ns
Mettre ses idéaux en action	90	85	95	.15***
Vie meilleure pour les futures générations	86	85	87	
Appartenir à une communauté d'idéaux	66	52	82	.32***
Matérielles et Non-mat.	77	74	80	.11**
Autres	51	50	51	
Total	100%	100%	100%	

NOTE : Avant de s'engager, différentes incitations sur le plan personnel peuvent nous pousser à nous engager. Dans quelle mesure, les incitations ci-dessous vous ont-elles incité à vous engager pour défendre les droits et intérêts des salarié-e-s ? Passifs n=406, Actifs n=334. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Toutefois, *les incitations non-matérielles*, comme mettre ses idéaux en action, améliorer le sort des générations futures ou encore évoluer dans une communauté de pensée, *sont également des incitations importantes* pour les militant-e-s. De plus lorsqu'on analyse conjointement l'ensemble des incitations qui ont poussé les militant-e-s à s'engager, les incitations matérielles à elles seules n'expliquent pas l'engagement des militant-e-s. Très peu des militant-e-s, qu'ils soient sympathisant-e-s ou activistes, n'ont rejoint l'action syndicale

uniquement pour bénéficier de biens matériels. C'est *avant tout un mélange d'incitations matérielles et non-matérielles* qui ont incité les militant-e-s à agir.

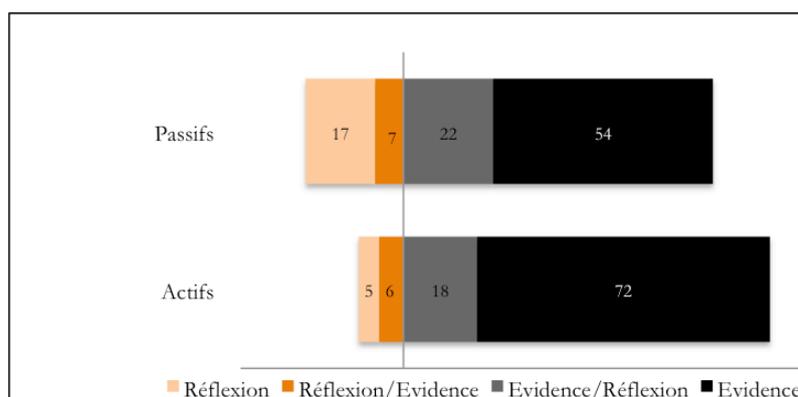
Les thèses de la théorie économiste explique donc une partie du comportement de nos militant-e-s à ce sujet, mais est loin d'en expliquer la totalité. L'ensemble des militant-e-s sont motivés à s'engager pour des raisons immatérielles qui relèvent davantage du monde des idées, de leur vision du monde, qu'ils souhaitent mettre en acte. Cette première analyse tendrait à montrer *la complémentarité de la thèse des cognitivistes* qui mettent en avant que ce sont des représentations mentales qui permettent aux individus d'agir, et pas uniquement un calcul utilitariste qui les amène à s'engager.

Enfin, cette analyse nous montre de nouveau qu'*activistes et sympathisant-e-s sont deux populations distinctes*. De manière intéressante, ce sont les sympathisant-e-s qui sont plus enclins à s'engager par les incitations matérielles. Ce sont essentiellement les prestations qui sont à la base de cette différence. Pour les activistes qui, eux, perçoivent plus des coûts que les sympathisant-e-s, c'est avant tout un mélange d'incitations matérielles et non-matérielles qui les poussent à s'engager.

S'engager, une évidence pour les militant-e-s

En opposition aux thèses économistes, Monroe a montré qu'un certain type d'action est en résonance profonde avec les représentations mentales des personnes. De par cette résonance, l'action devient une évidence, elle est perçue comme allant de soi. Nous avons demandé aux militant-e-s de *Unia* si leur engagement relevait d'un acte qui va de soi – comme étant à leurs yeux une évidence – ou au contraire d'un processus murement réfléchi. En combinant les réponses sur quatre motivations que les répondant-e-s à l'enquête pouvaient choisir comme motivation centrale pour expliquer leur engagement, nous voyons clairement que leur acte est pour eux une évidence, un acte qui va de soi (Figure 3.2). C'est encore plus le cas pour les activistes, même si cet engagement est plus coûteux pour eux.

Figure 3.2 : S'engager à Unia : Une évidence



NOTE: Voici des motivations qui peuvent caractériser votre engagement pour défendre les droits et intérêts des salarié-e-s. Là aussi, peut-être que l'ensemble des motivations ci-dessous caractérise votre engagement. Toutefois, pouvez-vous nous dire laquelle constitue la motivation centrale de votre engagement pour la défense des droits et intérêts des salarié-e-s et quelle est la motivation qui viendrait en deuxième position ? Réponses recodés comme évidence : 1) Mon engagement va de soi, il est évident, 2) Mon engagement répond à mes convictions personnelles. Réponses recodés comme réflexion : 1) J'ai murement réfléchi avant de m'engager. 2) Mes proches m'ont convaincu de m'engager. Passifs n=302, Actifs 269, Gamma a/p=.36***. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Ce résultat nous suggère que le monde mental des acteurs joue un rôle important. Cette assertion se voit confirmée lorsque nous demandons aux militant-e-s de nous dire librement (par le biais d'une question ouverte) quelles sont les motivations les plus importantes qui ont présidé à leur engagement. La quasi-totalité des militant-e-s mentionne des motivations liées à des représentations mentales, que ce soit leur représentations liées à l'enjeu (« *tout travail mérite un salaire décent* », « *améliorer les conditions sociales des ouvriers en général* », etc.), à la politique (« *établir un contre-pouvoir politique* », « *augmenter l'influence d'Unia* », etc.) ou encore à la société (« *tous les êtres humains naissent libres et égaux, et lutter pour qu'ils le restent* », « *chaque être humain est différent, mais on vit tous dans le même monde* », etc.) (Tableau 3.2). Autrement dit, ce sont essentiellement leur monde mental, leurs représentations qu'ils se font du monde qui les entoure et dans lesquelles ils vivent, qui leur permettent de s'engager. Pour certain-e-s militant-e-s, ces représentations mentales ne sont même pas mentionnées concrètement mais énoncées par : « *mon engagement répond à mes convictions personnelles* », « *je me suis engagé toute ma vie pour les droits des salarié-e-s* ». Leur acte constitue une simple évidence.

Toutefois, nous voyons également confirmé que les incitations matérielles (« *pour qu'on m'aide à défendre mes droits* », « *utilité politique pour un conseiller cantonal* », etc.) retient une certaine importance. En effet, un sympathisant-e sur cinq mentionne comme motivation centrale qu'il a ou va profiter lui-même de son engagement. Ce résultat indique que les sympathisant-e-s de Unia, contrairement aux activistes de Unia et aux militant-e-s d'autres organisations protestataires, s'engagent pour des motivations multiples. Autrement dit, c'est une combinaison de leurs représentations mentales et des incitations matérielles qui les incite à s'engager. Les représentations mentales jouent donc bien un rôle complémentaire dans le fait d'être engagé dans l'action protestataire. Mais quelles sont concrètement ces représentations mentales ?

Tableau 3.2 : Les motivations de leur engagement (question ouverte)

	Unia	Unia	Unia
		Passifs	Actifs
	%	%	%
Carte cognitive	82	73	96
<i>Rapport à l'enjeu</i>	41	31	58
<i>Rapport à la politique</i>	16	18	13
<i>Rapport à la société</i>	16	15	15
<i>Rapport à l'autre</i>	10	11	7
<i>Rapport aux biens communs</i>	6	4	8
<i>Evidence</i>	9	9	9
Autre	19	28	4
<i>Vie de la personne</i>	3	5	0
<i>Incitations matérielles</i>	16	23	4
Total	100	100	100

NOTE : Question ouverte : Pouvez-vous nous donner maintenant vos motivations qui pour vous sont les plus importantes ? Passifs n=117, Actifs n=63.

La défense des salarié-e-s, un enjeu problématisé et central

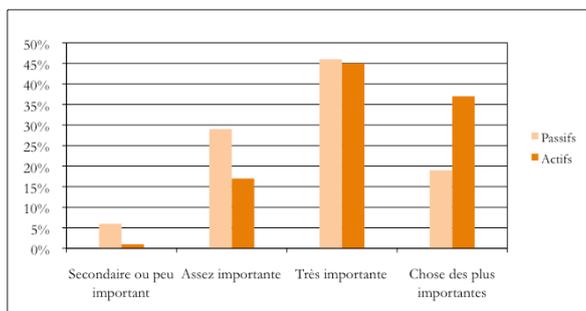
La littérature sur la protestation politique a mis en évidence la nécessité pour s'engager de construire un *cadre d'injustice*, autrement dit de problématiser un enjeu social comme étant inacceptable ou injuste (Gamson 1992). Sans la construction d'un cadre d'injustice, les individus n'ont aucune raison de s'investir politiquement. Plus exactement, ils n'ont aucune ressource cognitive sur laquelle bâtir leur action. Sans la représentation d'une

situation injuste ou problématique, il n'est guère envisageable de lutter individuellement ou collectivement pour améliorer cette situation. Les personnes discriminées ne sont pas toutes conscientes des pratiques d'exclusion dont elles sont victimes. Elles ne construisent pas toutes un cadre d'injustice qui leur permet d'identifier les auteurs de ces discriminations et d'estimer ces situations comme inacceptables. Par exemple, dans les années 60, les églises baptistes et le mouvement des droits civiques aux Etats-Unis ont fortement contribué à l'élaboration d'un cadre d'injustice chez une partie de la population afro-américaine. Cette construction mentale leur a permis de venir grossir les rangs des contestataires. Des auteurs ont qualifié ce processus de libération cognitive, qui a permis aux Noirs-américains de s'engager politiquement contre les discriminations raciales dont ils étaient victimes (McAdam 1982).

Pour les militant-e-s de Unia, la question des salarié-e-s a été problématisée et constitue même *un enjeu central dans leur vie* (Figure 3.3). Aucun-e militant-e, qu'il soit sympathisant-e ou activiste, ne dit que cet enjeu de société est de nature secondaire dans sa vie ou très peu important. Ainsi, la quasi totalité des activistes et les deux tiers des sympathisant-e-s placent la question de la défense des droits et intérêts des salarié-e-s comme un enjeu central dans leur vie ou estiment qu'il tient une place très importante.

Même si la question des salarié-e-s constitue un enjeu central pour tous les militant-e-s, *activistes et sympathisant-e-s se distinguent* concernant la centralité qu'ils attribuent à cet enjeu. Ainsi, la défense des droits et intérêts des salarié-e-s prend une place plus importante chez les activistes que chez les sympathisant-e-s. Ce résultat est peu étonnant vu que, pour les activistes, l'engagement syndical prend plus d'espace dans leur vie personnelle.

Figure 3.3: La centralité de l'enjeu dans la vie des militant-e-s



NOTE: Quelle place a dans votre vie la défense des droits et intérêts des salarié-e-s ? Passifs n=430, Actifs n=343, Gamma a/p : .41***. * $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$.

Les militant-e-s ont construit un cadre d'injustice relatif aux problèmes des salarié-e-s, mais se distinguent-ils sur ce point du reste de la population ? Nous n'avons pas de mesure comparable avec la population suisse relative à la centralité de la défense des droits et intérêts des salarié-e-s dans la vie des citoyen-ne-s. En revanche, nous pouvons nous appuyer sur un indicateur qui mesure la préoccupation des militant-e-s et de la population suisse quant aux problèmes de redistribution des richesses au sein de la société (Tableau 1.2, cf. supra). Si les Suisse-sse-s sont relativement favorable à une meilleure redistribution des richesses entre les citoyen-ne-s (moyenne=6.3), les militant-e-s de Unia le sont bien d'avantage (moyenne=8.6). Les militant-e-s ont donc bien une représentation cognitive à l'égard de la redistribution des richesses et, *in fine*, à une lutte pour les droits et intérêts des salarié-e-s qui les distingue du reste de la population. De plus, ils entretiennent un rapport spécifique à cet enjeu en le plaçant très haut dans leurs préoccupations.

Un rapport ambigü envers les autorités politiques

Agir de façon protestataire, c'est agir en dehors des canaux conventionnels de l'action politique. Les autorités politiques en place, qui devraient améliorer la situation que l'on juge inacceptable ou injuste, sont perçues comme étant peu à même de résoudre un problème social, comme par exemple celui de la défense des droits et intérêts des salarié-e-s. Les personnes estiment que *les autorités* se préoccupent de ce problème de façon insuffisante, voire constituent un adversaire politique en s'opposant à résoudre le problème jugé comme injuste ou problématique. Plusieurs auteurs ont mis en exergue qu'un profond sentiment de délégitimation des autorités politiques constituait une caractéristique spécifique des militant-e-s (Piven et Cloward 1979). Percevoir les autorités comme inaptes ou insuffisamment actives pour résoudre une situation jugée injuste a été un des moteurs de l'action des mouvements des pauvres aux Etats-Unis (*Poor peoples' movement.s*), comme le mouvement ouvrier ou le mouvement des droits civiques (Piven et Cloward 1979, McAdam 1982). Les autorités sont délégitimées dans leur rôle politique, car jugées incapables d'améliorer la situation ou, plus encore, sont évaluées comme un acteur qui péjore gravement cette dernière.

La délégitimation politique des autorités est un pas important pour l'entrée dans l'action protestataire, mais il ne suffit pas. Les personnes qui considèrent comme important un problème politique, qui ont donc construit un cadre d'injustice, doivent encore percevoir les organisations de citoyens – les *organisations protestataires* qui défient les autorités par leurs revendications politiques – comme étant des acteurs légitimes et aptes à porter cette contestation politique. Se représenter le monde politique avec des acteurs étatiques entièrement ou partiellement inaptes à améliorer la situation et, parallèlement, percevoir des acteurs de la société civile comme des acteurs légitimes de l'action politique semblent essentiels pour pouvoir rejoindre une action protestataire. De telles représentations mentales favoriseraient ainsi l'action contestataire.

Qu'en est-il des militant-e-s de Unia ? Délégitiment-ils les autorités politiques comme l'ont fait les militant-e-s mobilisées dans le mouvement ouvrier ou celui des droits civiques ? D'un côté, Unia est un acteur protestataire qui s'oppose fortement à des mesures étatiques qui vont à l'encontre des intérêts des salarié-e-s. Cette argumentation tend à aller dans le sens de la thèse de la délégitimation des autorités. De l'autre, Unia, en tant que syndicat, est fortement intégré dans le système politique, où il essaye de négocier des solutions tripartites. De ce point de vue, les autorités pourraient être perçues comme des alliés qui mettent à disposition une plateforme pour revendiquer les intérêts des salarié-e-s. Il est donc possible que les militant-e-s perçoivent l'action de Unia comme complémentaire à celle de l'Etat. Par ailleurs, légitiment-ils les syndicats en les considérant comme des acteurs aptes, voire essentiels, dans le but de surmonter les problèmes des salarié-e-s ?

Nous allons mobiliser un indicateur de confiance à l'égard des autorités politiques et des syndicats afin de mesurer le degré de légitimation de ces acteurs (Figure 3.4). *Les militant-e-s ont une perception ambigüe des autorités politiques.* En fait, la moitié des militant-e-s légitime les autorités politiques pendant que l'autre moitié éprouve peu de confiance envers ces dernières. Ce résultat semble donc confirmer notre hypothèse que, en Suisse, l'Etat ne doit pas forcément être délégitimé pour qu'un militant s'engage dans un syndicat. Nous voyons deux explications concevables pour ce résultat. D'un côté, l'Etat prend une

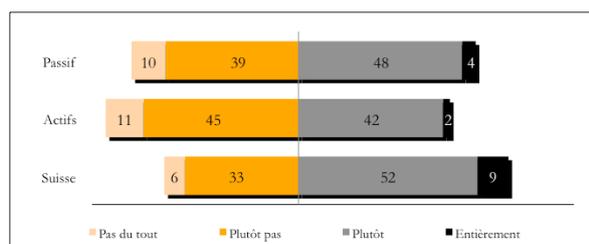
place centrale pour négocier des solutions tripartites et, de l'autre, l'offre de l'Etat social en Suisse peut être évalué d'une manière positive par rapport à d'autres pays par les militant-e-s.

Par rapport à la perception des autorités politiques, les *militant-e-s de Unia se distinguent donc des militant-e-s des organisations postindustrielles* qui, eux, délègiment clairement les autorités politiques. Est-ce que les militant-e-s de Unia ont de ce fait une perception similaire des autorités politiques à celle de la population suisse, à l'ensemble des citoyen-ne-s ? La réponse à cette question est plutôt négative. Les *militant-e-s de Unia se distinguent également de la population suisse*. En effet, ils sont plus sceptiques que celle-ci vis-à-vis des autorités. En résumé, nous pouvons donc retenir que les militant-e-s de Unia délègiment plus les autorités politiques que la population suisse. Toutefois, étant donné que cette délègimentation est ambiguë, la perception des autorités politiques ne semble pas être une dimension importante pour s'engager.

Enfin, *activistes et sympathisant-e-s évaluent d'une façon similaire les autorités politiques*. Même si les activistes ont tendance à être plus sceptiques que les sympathisant-e-s, surtout concernant le parlement, ces différences restent faibles.

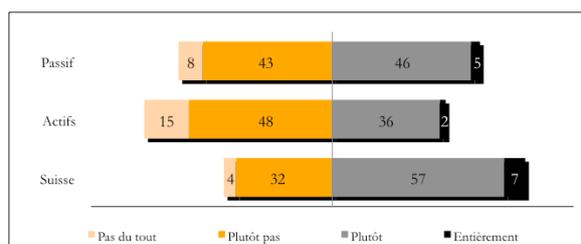
Figure 3.4: La perception des autorités et des organisations de la société civile

Légitimation du Conseil fédéral⁶



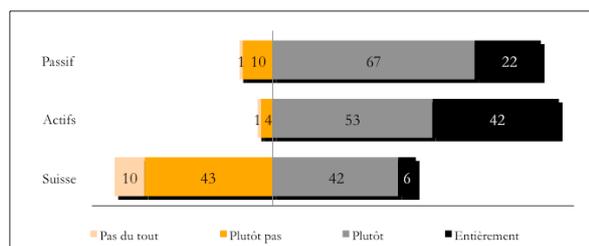
NOTE: Passifs n=377, Actifs n=316, Suisse (EVS 2008) n=1164, Gamma a/p=ns. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Légitimation du parlement



NOTE: Passifs n=365, Actifs n=310, Suisse (EVS 2008) n=1121, Gamma a/p= .23***. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Légitimation des syndicats



NOTE: Passifs n=396, Actifs n=326, Suisse (EVS 2008) n=1122, Gamma a/p=41***. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

En revanche, *la grande majorité des militant-e-s légitiment les syndicats* : la quasi-totalité de ceux-ci a confiance dans les syndicats. Ainsi, ils les perçoivent comme un acteur apte à surmonter les problèmes des salarié-e-s. En conséquence, il faut une légitimation des syndicats pour être et rester engagé. Ce résultat confirme donc l'hypothèse selon laquelle les

⁶ La question était la suivante: Pouvez-vous nous dire quelle confiance vous accordez aux institutions et associations/groupes suivantes?

organisations protestataires sont perçues comme étant des acteurs légitimes et aptes à porter cette contestation politique. En plus, il semble même que cette perception des syndicats est suffisante et, contrairement aux militant-e-s postindustriels, ne doit pas forcément être combinée avec une délégitimation des autorités politiques.

Sur cette dimension, nous trouvons une *perception similaire que chez les militant-e-s de Sosf et Greenpeace* qui eux aussi légitiment fortement les organisations de la société civile. Cette perception des syndicats *différencie également les militant-e-s de Unia de la population suisse*. Cette dernière est beaucoup plus sceptique envers les syndicats.

Finalement, l'ampleur de la légitimation des acteurs des mouvements sociaux est *plus vive chez les activistes que chez les sympathisant-e-s*. Même si les deux légitiment les syndicats, les activistes ont plus tendance à avoir une confiance complète en ceux-ci. Cette représentation des syndicats plus marquée chez les activistes que chez les sympathisant-e-s expliquerait-elle leur niveau d'engagement plus élevé ? Ou est-ce leur socialisation politique au cours de leur engagement qui façonnerait ces représentations politiques de façon plus saillante que chez les sympathisant-e-s ? Il est difficile de répondre à cette question avec nos données. Toutefois, la littérature, mais aussi les premières analyses de notre matériau qualitatif, montrent que l'engagement concret, c'est-à-dire en interaction avec les autres activistes, renforce certaines représentations mentales. Cela pourrait être le cas ici.

Pas de représentation spécifique du bien commun...

S'engager pour la défense des droits et intérêts des salarié-e-s peut être compris comme une mobilisation pour protéger, conserver ou élargir les biens communs, des biens et droits partagés par tous. Lutter pour les conventions collectives, pour une augmentation des salaires ou encore pour une amélioration de la santé et de la sécurité au travail peut être motivé par la défense des biens communs dont tous les membres de la société (ou au moins une grande partie) sont bénéficiaires. La question sous-jacente que nous nous posons ici est de savoir si les personnes qui s'engagent à Unia ont un *souci particulier à l'égard du bien commun*. Ont-elles des représentations mentales spécifiques à l'égard de la société et du vivre-ensemble qui les motiveraient à prendre part à l'action collective ?

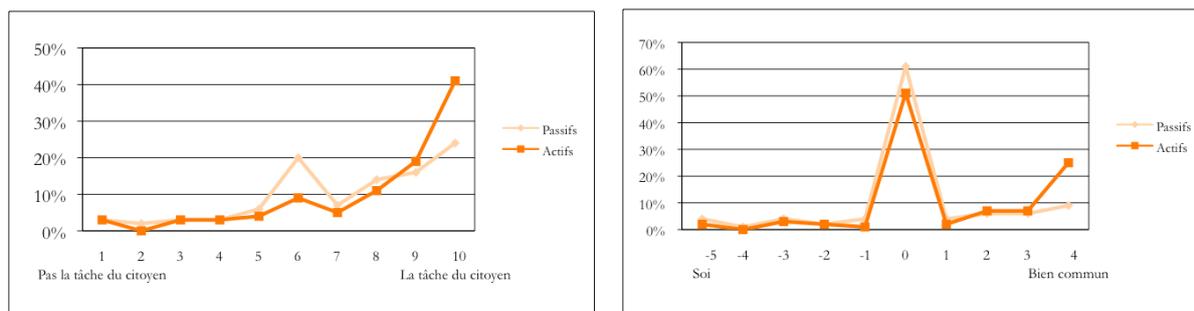
Les militant-e-s de Unia estiment clairement que ce n'est pas la tâche unique de l'Etat de promouvoir le bien commun (Figure 3.5). Le citoyen-ne doit lui aussi se préoccuper de celui-ci. Il va de sa responsabilité de s'investir pour défendre, promouvoir ou élargir les biens communs, ces biens dont tout individu bénéficie. Les militant-e-s, et les activistes encore davantage, ont des positions très fermes à cet égard. Ils mettent clairement en avant la *responsabilité civique* des individus pour défendre les biens communs. Les citoyen-ne-s doivent également contribuer à maintenir et développer les biens communs.

De surcroît, les militant-e-s, et là aussi davantage les activistes, ont une représentation mentale assez claire de ce que veut dire vivre en société. *Vivre en société nécessite de se préoccuper des biens communs* (Figure 3.5). L'individu ne peut pas uniquement se préoccuper de lui et de ses propres intérêts. Vivre ensemble implique de se soucier des biens collectifs que partage l'ensemble des membres de la société plutôt que de se préoccuper de soi. Cependant, et comme l'indique le pic au milieu du graphe, ils n'ont pas une conception sacrificielle de la vie en société où seule la défense du bien commun compte. La très large majorité des militant-e-s n'oppose pas la défense de soi et de ses intérêts à la défense des

biens communs. Les deux sont importants et ne peuvent s’opposer. Ce résultat met une fois encore en de mauvaises postures les thèses économistes de l’engagement, qui partent du présupposé ontologique que les individus sont uniquement motivés par la satisfaction de leurs intérêts personnels. Ici, nous voyons que les militant-e-s sont préoccupés par le bien commun et qu’ils n’opposent pas la défense de leurs intérêts et ceux de l’ensemble de la société. Dans leur représentation mentale, les deux sont essentiels pour vivre en société.

Figure 3.5 : Des militant-e-s concernés par le bien commun

La responsabilité des citoyens de s’occuper du bien commun L’importance de s’occuper du bien commun

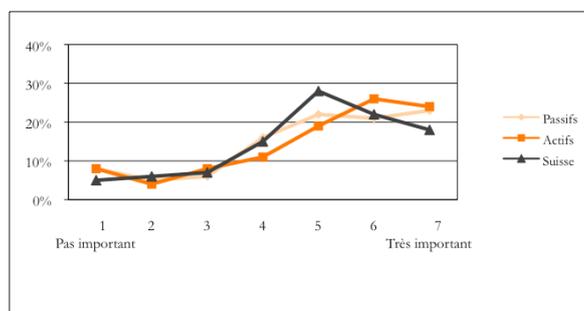


NOTE: Est-ce que c’est aussi la tâche du citoyen de se préoccuper des biens communs ou est-ce que ce n’est pas la tâche du citoyen ? Passifs n=380 (m=7.9, et=7.6), Actifs n=321 (m=9.3, et=10.2). Eta a/p= 0.8**. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

NOTE: Est-ce qu’il faut se préoccuper des biens communs ou est-ce qu’il faut d’abord se préoccuper de soi ? Passifs n=391 (moyenne=0.3, écart type=2.0), Actifs n=333 (m=1.1, et=2.1). Eta a/p : .21*. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Les militant-e-s ont une certaine représentation mentale de la société dans laquelle ils vivent. Mais leur est-elle spécifique ? Sont-ils plus soucieux de la protection des biens communs que le reste de la population ? Un indicateur comparatif avec l’ensemble de la population suisse montre que ce n’est pas le cas quand la défense implique des coûts au niveau individuel (Figure 3.6). En effet, même si les militant-e-s pensent que c’est plutôt important que le citoyen-ne doive choisir des produits de consommation sur des critères éthiques, politiques ou environnementaux, même si ces choix impliquent des coûts supplémentaires, ils ne se différencient pas de la population suisse. En revanche, ils divergent clairement de la perception des militant-e-s des organisations postindustrielles qui, eux, privilégient davantage des choix de consommation qui ne nuisent pas aux biens communs.

Figure 3.6 : L’importance d’acheter les produits d’une manière responsable



NOTE: Il y a différentes opinions sur ce qu’il faudrait faire pour être un bon citoyen-ne. En ce qui vous concerne, quelle est l’importance de choisir les produits que vous achetez pour des raisons politiques, éthiques, environnementales même s’ils coûtent un peu plus chers ? Suisse (ISSP 2004) n=1055 (moyenne=4.9, écart type=1.6), Passifs n=390 (m=4.9, ét=1.8), Actifs n=320 (m=5.0, et=1.8). Eta a/p : .04***. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

En outre, les *militant-e-s de Unia* sont concernés de la même manière que la population suisse par le destin des autres (Tableau 3.3). Ce constat s'applique autant pour les conditions de vie des personnes qui vivent au sein de notre espace national que pour les personnes vivant au-delà de nos frontières (autres distants). Par rapport aux personnes appartenant à des cercles sociaux plus distants, les *militant-e-s de Unia* se distinguent donc clairement des *militant-e-s postindustriels* qui, eux, sont beaucoup plus concernés par ces groupes. Contrairement à l'engagement postindustriel, le rapport au bien commun n'est donc pas une dimension importante pour s'engager et rester engagé à Unia.

Tableau 3.3 : Des militant-e-s concernés par les groupes distants ?

	CH	Unia	Unia Passifs	Unia Actifs	
	Concerné %	Concerné %	Concerné %	Concerné %	Gamma
Autre proche de soi					
Famille	96	95	95	96	
Voisins	57	52	48	57	.18*
Région	46	44	39	51	.25***
Compatriotes	53	47	42	54	.23**
Autre distant					
Europe	36	33	26	42	.34***
Autre région du monde	na	35	26	46	.42***
Humanité	55	48	39	59	.40***

NOTE : Dans quelle mesure vous sentez-vous concerné par les conditions de vie des groupes suivants ? CH (EVS 2008) n=1253-1262. Passifs n=372-409, Actifs n=311-333. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

...mais se sentent-ils quand même reliés aux autres ?

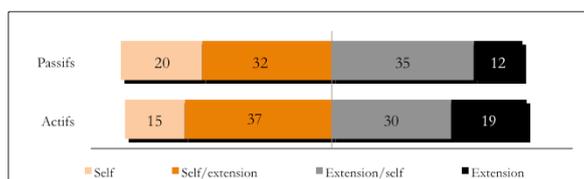
Outre le rapport au bien commun, une deuxième dimension qui a été spécifique pour les militant-e-s postindustriels par rapport à la population suisse était le rapport à l'autre. Comme nous l'avons énoncé auparavant, se préoccuper du bien commun implique théoriquement de se sentir lié aux autres, aux personnes qui partagent le même espace social que soi. Autrement dit, cette préoccupation implique de se sentir en interconnexion avec les autres. Nous pouvons nous demander si les militant-e-s de Unia ont eux aussi un *rapport spécifique à autrui* comme c'était le cas pour les militant-e-s de Sosf et Greenpeace ou s'ils ressemblent davantage la population suisse comme c'était le cas pour leur rapport au bien commun. Qu'en est-il ?

Lorsque nous avons demandé librement aux militant-e-s de nous donner les motivations pour lesquelles ils se sont engagés pour la défense des droits et intérêts des salarié-e-s, 10% uniquement, qu'ils soient activistes ou sympathisant-e-s, a mentionné des préoccupations qui touchaient *l'ensemble de l'humanité* ou des personnes en plus grande précarité qu'eux-mêmes (Tableau 3.2, supra). Cette dimension de leur carte mentale semble donc avoir une position plus périphérique que leur rapport à l'enjeu ou encore leur rapport à la politique. Peu de militant-e-s ont expliqué leur engagement avec les motifs suivants : « *soutenir des collègues moins bien lotis que moi* », « *défendre les ouvriers à bas revenus* », « *tous les êtres humains naissent libres et égaux, le combat pour qu'ils le restent est*

primordial », etc. La préoccupation à l'égard des autres mobilise donc bien une partie des militant-e-s de Unia, mais cette partie reste une minorité restreinte.

Nous avons demandé aux militant-e-s de Unia si leur engagement était motivé par des préoccupations liées aux autres. En combinant les réponses sur quatre motivations que les répondant-e-s à l'enquête pouvaient choisir comme motivation centrale pour expliquer leur engagement pour la défense des droits et intérêts des salarié-e-s, nous voyons que *leur engagement est autant dirigé vers eux-mêmes qu'il l'est vers les autres* (Figure 3.7). En effet, la moitié des militant-e-s, qu'ils soient activistes ou sympathisant-e-s, s'engage pour des raisons liées à soi-même pendant que l'autre moitié estime que son engagement est une action pour les autres. Ce résultat confirme donc ce que nous avons déjà observé pour les incitations (Tableau 3.1, supra). Comme les militant-e-s ont eu des incitations matérielles et non-matérielles avant de s'engager, ils continuent également à percevoir leur engagement comme un engagement pour soi et les autres en même temps.

Figure 3.7 : Un engagement tourné vers les autres ?



NOTE: Pouvez-vous nous dire quelle est la motivation centrale de votre engagement pour la défense des droits et intérêts des salarié-e-s et quelle est la motivation qui viendrait en deuxième position? Passifs n=274, Actifs n=224 Gamma a/p :ns. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Aussi, sur cette dimension, les militant-e-s de Unia se distinguent donc clairement de la perception des militant-e-s postindustriels. Ces derniers sont amplement motivés par une action protestataire qui est dévolue en premier lieu aux autres. Ça semble être moins le cas pour les militant-e-s de Unia. Est-ce que c'est une perception particulière des syndicalistes ou est-ce qu'ils partagent cette perception avec le reste de la population ? Les militant-e-s et les Suisse-sse-s ont un niveau de confiance équivalent envers ceux qui leur sont proches, que ce soit les membres de leur famille, leurs voisins ou encore le cercle de leurs connaissances (Tableau 3.4). Les militant-e-s de Unia ne se distinguent pas non plus du reste de la population au sujet de *l'autre distant*. Concernant le rapport à l'autre, les militant-e-s de Unia ne semblent donc pas se différencier de la population suisse. Conséquemment, ni leur rapport au bien commun ni leur rapport à l'autre ne constituent des dimensions importantes pour être ou rester engagé à Unia.

Un dernier point qui mérite d'être soulevé est la *différence entre activistes et sympathisant-e-s*. En fait, les activistes sont beaucoup plus concernés (Tableau 3.3) et ont également un niveau de confiance (Tableau 3.4) plus élevé que les sympathisant-e-s. Ce constat s'applique surtout pour les personnes plus distantes, des personnes qui vivent au-delà de notre espace national.

Tableau 3.4 : La confiance des militant-e-s dans l'autre distant

	CH	Unia	Unia Passifs	Unia Actifs	
	Confiance %	Confiance %	Confiance %	Confiance %	Gamma
L'autre proche de soi					
Famille	99	97	97	97	
Voisins	87	82	82	80	
Connaissances	97	91	89	94	.29*
Rencontré pour la 1ère fois	52	43	40	46	
L'autre distant					
Autre religion	71	69	65	73	.21*
Autre nationalité	74	74	69	80	.29***

NOTE : Pouvez-vous nous dire dans quelle mesure faites-vous confiance aux groupes suivants ? Suisse (WVS 2007) n=1164-1236. Passifs n=330-406, Actifs n=281-332. * $p < 0.05$, ** $p < 0.01$, *** $p < 0.001$.

Des militant-e-s qui croient en l'efficacité de leur action

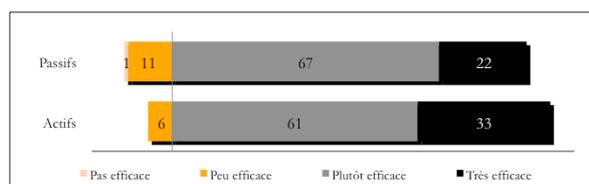
La recherche sur la participation protestataire a mis en évidence que le lien cognitif que l'acteur entretient avec *les possibilités de changer*, d'améliorer ou encore d'éviter une détérioration d'une situation sociale est essentiel pour s'engager et rester engagé (Gamson 1992). L'évaluation subjective de l'efficacité de l'organisation pour mener à bien la protestation politique dont elle est porteuse et la perception que le militant-e-s a de l'utilité de son engagement sont des éléments clés pour mieux comprendre l'engagement des militant-e-s.

La quasi totalité des militant-e-s, activistes et sympathisant-e-s confondus, a une très haute considération de *l'efficacité de l'action conduite par l'organisation* pour apporter des changements en matière de la défense des droits et intérêts des salarié-e-s (Figure 3.8). Ils sont donc confiants que leur effort de mobilisation auprès de Unia n'est pas vain. Unia est à leurs yeux un syndicat qui est efficace pour contribuer aux changements sociaux et politiques concernant les salarié-e-s.

Pour les activistes, il en va de même quant à *la perception qu'ils ont de leur propre engagement*. La quasi totalité des activistes pense que leur action contribue positivement à l'action de Unia. Les sympathisant-e-s, en revanche, sont moins nombreux à avoir une telle représentation. Toutefois, plus de la moitié des sympathisant-e-s estime que son soutien apporté à Unia est utile pour contribuer au changement. Ainsi, percevoir l'action dans laquelle on est engagé comme une action qui contribue au changement social, ou qui évite une détérioration de la situation sociale ou politique, est une représentation mentale essentielle pour s'engager ou rester mobilisé.

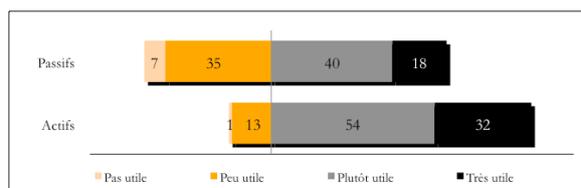
Figure 3.8 : La perception des militant-e-s de l'utilité de l'engagement

L'utilité de l'action de Unia



NOTE : Pensez-vous que l'action de Unia est efficace pour renforcer la défense des droits et intérêts des salarié-e-s ? Passifs n=427, Actifs n =341. Gamma a/p=.08. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

L'utilité de son propre engagement



NOTE : Comment évaluez-vous l'apport de votre engagement au sein de Unia ? Passifs n=398, Actifs n=331. Gamma a/p=.46***. *p<0.05, **p<0.01, ***p<0.001.

Synthèse et implications

Pour conclure cette discussion sur les motivations des militant-e-s, nous retiendrions quatre points. Premièrement, **il faut des incitations matérielles et non-matérielles** pour s'engager pour la défense des droits et intérêts des salarié-e-s. En fait, les trois-quarts des militant-e-s sont motivés par ces deux types d'incitations. Il apparaît donc un mélange entre une offre concrète, de laquelle les militant-e-s peuvent profiter, et leur perception du monde pour comprendre au mieux l'engagement syndical. Une raison qui pourrait expliquer cette nécessité d'être motivé d'une façon plurielle est que l'engagement syndical est effectivement perçu comme un engagement coûteux. De manière intéressante, les incitations matérielles jouent un rôle plus important pour les sympathisant-e-s, même s'ils perçoivent leur engagement comme moins coûteux que les activistes. Pour Unia, ces résultats ont une implication. Offrir à des militant-e-s une palette de biens personnels et matériels pour pouvoir rejoindre l'organisation fait du sens. Même si ces incitations ne sont pas à elles seules capables d'expliquer l'engagement, ce sont des motivations non négligeables. Unia peut intervenir sur ces incitations, ou du moins les rendre visibles, pour élargir le cercle des militant-e-s (et aussi les fidéliser à l'organisation).

Deuxièmement, les **représentations mentales constituent un facteur important pour s'engager pour la défense des droits et intérêts des salarié-e-s**. Notre analyse a mis en évidence que les militant-e-s ont une carte cognitive spécifique qui se distingue de celle de la population suisse. Les militant-e-s de Unia se démarquent ainsi de celle-ci sur trois dimensions essentielles de notre recherche. Premièrement, les militant-e-s ont développé un cadre d'injustice relatif à la question des salarié-e-s et cet enjeu politique tient une place importante dans leur vie. Deuxièmement, ils attribuent une grande légitimation à l'action des syndicats. Enfin, ils perçoivent l'action de Unia comme étant efficace pour apporter un changement social et perçoivent leur propre action en tant que militant-e comme étant utile pour contribuer à ce changement. Ces trois représentations mentales sont essentielles pour s'engager. Quelles sont les implications de ces résultats pour Unia ? Il est certainement impossible pour Unia de façonner de telles représentations mentales auprès d'une population. En revanche, elle peut s'appuyer sur ces représentations pour mobiliser des personnes détentrices de ces cadres cognitifs. En d'autres termes, Unia peut faciliter la résonance cognitive entre ces personnes et l'action qu'elle conduit en mobilisant de telles représentations dans ses publications et campagnes.

Troisièmement, **la carte mentale des militant-e-s de Unia se distingue des militant-e-s postindustriels**. Ainsi, les militant-e-s de Unia sont proche de la population suisse pour leur rapport au bien commun et leur rapport aux autres. Il y a donc fort à

parier que les syndicalistes ont développé une carte cognitive qui leur est propre et qu'il faut prendre d'autres dimensions cognitives en compte pour mieux comprendre leur perception du monde. Un exemple pourrait être leur rapport à l'économie.

Quatrièmement, **activistes et sympathisant-e-s se distinguent fortement quant à leur carte cognitive**. Celle-ci diffère sur la quasi-totalité de leurs représentations mentales : le cadre d'injustice, la légitimation des syndicats, leur rapport au bien commun et à l'autre ainsi que l'utilité qu'ils ont de leur engagement pour contribuer au changement social. Ainsi, il convient de percevoir ces deux populations comme deux populations distinctes. Pour Unia, ces résultats ont une implication. Unia joue sans conteste un rôle socialisateur important pour les activistes. Les interactions des activistes avec l'organisation, et entre les membres actifs de Unia, renforcent certaines représentations qui sont importantes pour s'engager activement. Unia doit donc être attentif à favoriser la construction et le renforcement de ces quatre types de perceptions parmi les activistes. Renforcer ces représentations mentales constitue certainement un élément clef dans le recrutement des activistes, mais aussi pour que ceux-ci maintiennent leur haut niveau d'engagement.

Quelle évaluation portent les militant-e-s sur Unia ?

Après avoir analysé les mondes sociaux, normatifs, relationnels et cognitifs des militant-e-s, nous allons maintenant nous tourner vers l'évaluation que portent les militant-e-s sur leur organisation. Dans le cadre de cette enquête, Unia avait posé un certain nombre de questions à ses membres. Ce sont ces questions qui sont examinées ici⁷.

Le travail syndical comme une lutte pour les conventions collectives

Défendre les droits et intérêts des salarié-e-s implique une multitude de *domaines politiques* où l'on peut s'investir. Nous avons demandé aux militant-e-s d'évaluer les domaines politiques sur lesquels Unia devrait se concentrer. Parmi les domaines politiques proposés, les militant-e-s devaient fixer trois enjeux qui leur semblent prioritaires pour les activités futures de Unia. Nous avons regroupé ces domaines politiques en quatre catégories (Figure 4.1, de gauche à droite). Premièrement, nous avons regroupé les domaines politiques liés aux salaires. Deuxièmement, nous avons mis ensemble les domaines politiques qui misent sur un aspect spécifique du salarié-e, comme sa santé au travail ou les prestations qu'il recevrait dans le cas où il perdrait son emploi. Troisièmement, nous avons rassemblé les éléments renvoyant à la lutte pour l'élargissement de la participation des salarié-e-s sur leur lieu de travail. Enfin, nous avons regroupé les domaines politiques qui misent sur une minorité particulière, comme les migrant-e-s ou les jeunes.

Très clairement, les militant-e-s de Unia souhaitent que l'organisation se concentre sur *la lutte pour les conventions collectives* (Figure 4.1). En effet, trois quarts des militant-e-s souhaitent voir ce domaine au cœur du travail de Unia. D'une façon générale, les militant-e-s souhaitent que Unia se concentre sur des domaines politiques liés aux salaires. Ainsi, après les conventions collectives c'est l'augmentation des bas salaire qui est la plus privilégiée par les militant-e-s.

Les domaines politiques qui misent sur un *aspect spécifique du salarié-e* sont moins prisées par les militant-e-s. Moins d'un tiers des militant-e-s privilégient ces dimensions politiques. Ensuite, au sein de cette dimension, c'est la santé et la sécurité au travail ainsi que la lutte contre une diminution de l'AVS qui sont les plus importantes. Des meilleures prestations chômage, au contraire, ne sont pas jugées comme prioritaires.

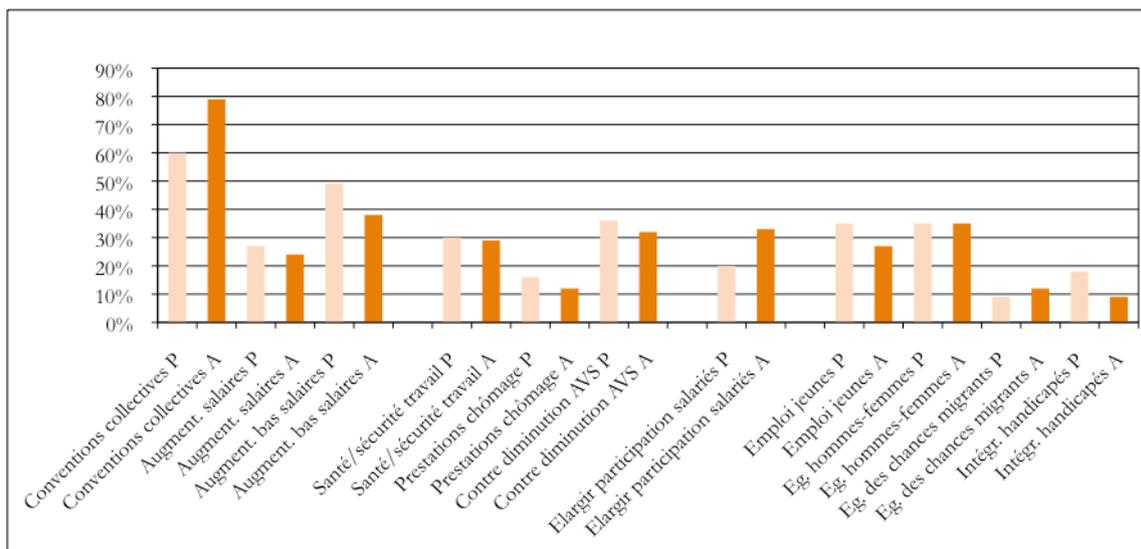
Elargir la participation des salariés sur leur lieu de travail revêt également moins d'importance que les domaines politiques liés aux salaires. Là aussi, moins d'un tiers des militant-e-s privilégient ce domaine politique. Il en va de même pour ceux qui misent sur des *minorités particulières*. Toutefois, si Unia souhaite s'engager pour des minorités, les femmes et les jeunes sont largement privilégiés alors que les migrant-e-s et les handicapés retiennent très peu d'attention.

Enfin, *activistes et sympathisant-e-s* se distinguent peu en termes d'enjeux politiques. Les priorités politiques sont relativement homogènes entre ces deux sphères militantes. Toutefois, quelques différences sont à relever. Tout d'abord, la lutte pour les conventions collectives

⁷ Toutes les questions discutées dans cette section ont été formulées par Unia. Nous avons simplement mis à disposition notre expertise liée aux enquêtes quantitatives pour aider à la conceptualisation et formulation de certaines de ces questions.

est encore plus importante pour les activistes qu'elle l'est pour les sympathisant-e-s. En effet, la grande majorité des activistes la voit comme centrale. De plus, les activistes privilégient davantage un élargissement de la participation des salarié-e-s sur leur lieu de travail pour défendre leurs conditions de travail. Cet enjeu reçoit moins d'attention auprès des sympathisant-e-s. Eux, en revanche, mettent un peu plus en avant la lutte pour une augmentation des bas salaires et pour de meilleurs emplois pour les jeunes.

Figure 4.1 : Les domaines politiques sur lesquels Unia devrait se concentrer selon les militant-e-s



NOTE : Unia se mobilise dans différents domaines politiques. Tous ces domaines sont importants. Toutefois, si Unia devait se concentrer sur 3 domaines politiques lesquels seraient les plus importants à vos yeux ? Pouvez-vous fixer les 3 domaines politiques prioritaires pour Unia ? Les items à choisir étaient les suivants : Lutter pour les conventions collectives, Lutter pour une augmentation des salaires en général, Lutter pour une augmentation des bas salaires, Lutter pour améliorer la sécurité/santé au travail, Lutter pour de meilleurs prestations chômage, Lutter contre une diminution des rentes AVS, Lutter pour élargir la participation des salariés sur leur lieu de travail pour défendre leurs conditions de travail, Lutter pour de meilleurs emplois pour les jeunes, Lutter pour l'égalité hommes/femmes au travail, Promouvoir l'égalité des chances et l'intégration professionnelle des migrant-e-s, Lutter pour l'intégration des handicapés dans la vie professionnelle. Pour améliorer la lisibilité nous avons regroupé les 3 priorités en une. Passifs n=416, Actifs n=339.

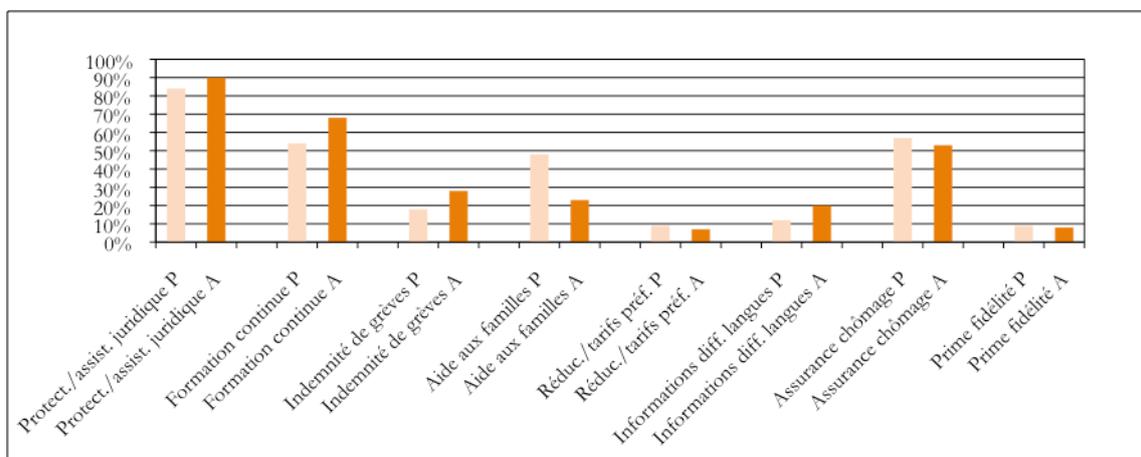
L'offre de prestations au centre des préoccupations des militant-e-s

Unia ne lutte pas seulement pour atteindre différents buts politiques, il offre également des prestations à ses membres. Nous avons présenté aux militant-e-s une liste avec toutes les prestations offertes par Unia et, dans cette liste, ils ont dû choisir trois prestations qu'ils jugent prioritaires pour l'organisation (Figure 4.2).

Les militant-e-s privilégient clairement trois types de prestations. Premièrement, la quasi-totalité des militant-e-s estime que la *protection et l'assistance juridique* pour des conflits individuels au sujet des thèmes de travail est la plus importante des prestations offertes par Unia. C'est donc là que les militant-e-s perçoivent l'aide directe de l'organisation comme la plus importante. C'est ainsi probablement dans le domaine juridique que les salarié-e-s se voient les plus désavantagés par rapport aux employeurs. Deuxièmement, plus de la moitié des militant-e-s juge la *formation continue* comme prioritaire. Selon eux, il est donc important que l'organisation offre des opportunités pour améliorer la formation de ses membres afin qu'ils aient la possibilité de mieux se positionner sur le marché de travail. Enfin, *l'assurance chômage* est également l'une des prestations centrales, selon les militant-e-s. Être protégé d'une manière juridique et sociale et avoir une possibilité de se former davantage sont donc les prestations les plus importantes selon les membres de Unia. En revanche, des prestations liées à leur engagement sont moins privilégiées par les

militant-e-s. Ainsi, recevoir des réductions ou des tarifs préférentiels, avoir des informations dans différentes langues maternelles ou encore recevoir une prime de fidélité constituent des prestations moins prisées.

Figure 4.2 : Les prestations les plus importantes de Unia selon les militant-e-s



NOTE : Unia offre différentes prestations à ses membres. Toutes ces prestations sont importantes. Toutefois, si Unia devait se concentrer sur 3 prestations lesquelles seraient les plus importantes à vos yeux ? Pouvez-vous fixer les 3 prestations prioritaires pour Unia ? Les items à choisir étaient les suivants : Protection et assistance juridique pour des conflits individuels au sujet des thèmes de travail, Formation continue, Indemnité de grèves, Aide aux familles, Réductions/tarifs préférentiels, Des informations dans différentes langues maternelles, Assurance chômage, Prime de fidélité. Pour améliorer la lisibilité nous avons regroupé les 3 priorités en une. Passifs n=416, Actifs n=335.

Là aussi, *activistes et sympathisant-e-s divergent peu* quant à l'évaluation des prestations offertes par Unia. Bien qu'ils mettent la protection juridique, la formation continue et l'assurance chômage au centre des prestations, quelques différences sont toutefois à relever. Pour les sympathisant-e-s, l'aide aux familles est davantage important que pour les activistes. Ces derniers, en revanche, privilégient un peu plus une indemnité de grèves et recevoir des informations dans différentes langues maternelles.

La lutte collective comme première tâche de Unia

Le travail de Unia peut être divisé en deux tâches principales. D'un côté, Unia lutte sur un plan politique afin d'atteindre des buts collectifs dont tous les salarié-e-s peuvent profiter. De l'autre, Unia offre également des prestations individuelles à ses membres. Nous avons demandé aux militant-e-s d'évaluer s'ils jugent l'offre des prestations individuelles ou la lutte politique prioritaires.

Tableau 4.1 : Lutte collective ou prestations individuelles ?

	Unia Passifs	Unia Actifs
	%	%
Défendre droits et intérêts salariés	82	86
Prestations individuelles	2	3
Ne sait pas choisir	16	10
	100%	100%
n	419	337

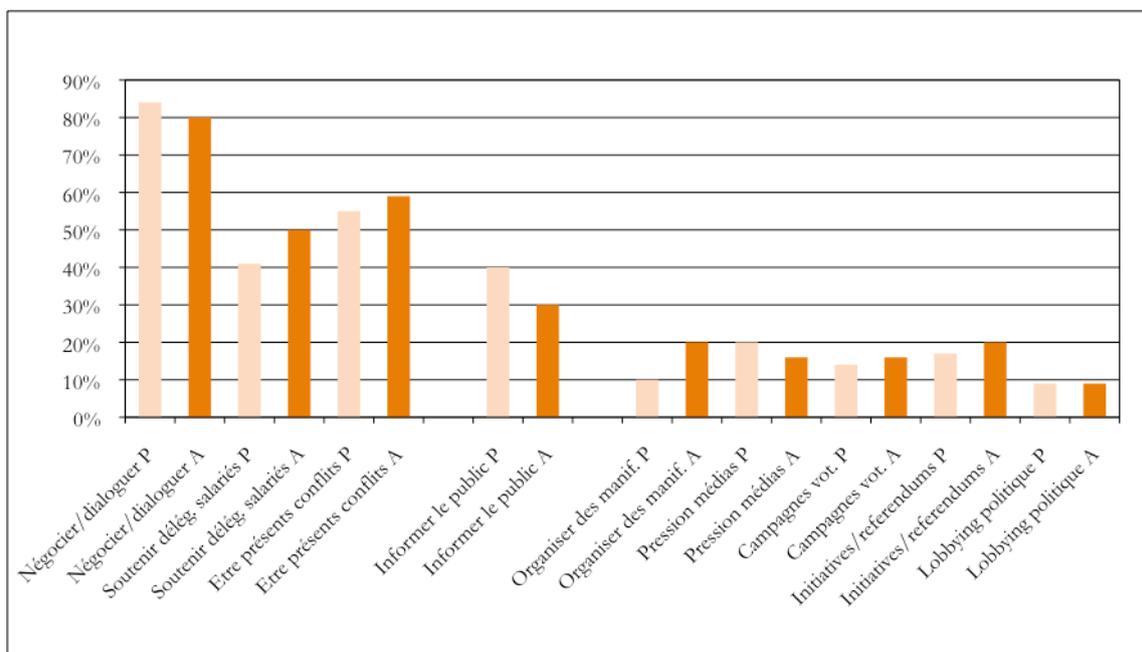
NOTE : Unia lutte sur un plan politique afin de défendre les droits et intérêts des salarié-e-s. Elle offre également des prestations individuelles à ses membres. Si vous deviez choisir entre ces deux priorités laquelle serait la plus importante à vos yeux ?

Pour la quasi-totalité des militant-e-s, qu'ils soient activistes ou sympathisant-e-s, *la lutte collective* pour la défense des droits et intérêts des salarié-e-s est prioritaire. Les militant-e-s ne s'engagent donc pas prioritairement pour recevoir des prestations individuelles. Ils s'engagent pour atteindre des buts collectifs, indépendamment du fait qu'ils profitent directement de cette lutte ou non. Ainsi, l'engagement auprès de Unia ne devrait pas être caractérisé par un engagement pour défendre ses propres intérêts, mais bien comme un engagement pour des buts collectifs d'une couche sociale spécifique. Toutefois, et comme nous avons pu le remarquer plusieurs fois dans ce rapport, les prestations individuelles sont plus importantes que ce tableau ici veut bien nous le laisser entendre.

Travail de négociation et soutien direct aux salarié-e-s

Les syndicats ont différents *moyens d'action* pour agir sur le plan politique. Unia utilise essentiellement trois formes d'action (Figure 4.3, de gauche à droite). Premièrement, elle donne un soutien direct au monde salarié par des formes d'actions qui interviennent directement dans les relations professionnelles. Deuxièmement, elle sensibilise la population aux enjeux politiques portés par le syndicat. Enfin, Unia utilise des moyens d'action politique comme la manifestations ou le lobbying politique. Que pensent les militant-e-s de ces différentes façons d'agir et lesquelles privilégient-ils pour faire avancer la cause des salarié-e-s ? Nous avons présenté aux militant-e-s une liste avec tous les moyens d'action utilisés par Unia et, dans cette liste, ils ont dû choisir trois moyens d'action qu'ils jugent prioritaires pour l'organisation.

Figure 4.3 : Les moyens d'action sur lesquels Unia devrait se concentrer selon les militant-e-s



NOTE : Unia utilise différents moyens d'action. Tous ces moyens d'action sont importants. Toutefois, si Unia devait se concentrer sur 3 moyens d'action lesquels seraient les plus importants à vos yeux ? Pouvez-vous fixer les 3 moyens d'action prioritaires pour Unia ? Les items à choisir étaient les suivants : Négocier / Dialoguer avec les employeurs, l'Etat, etc., Soutenir les délégations des salarié-e-s pour renforcer leur participation dans l'entreprise, Etre présent sur les lieux de travail lors de conflits, Informer le public, Organiser des manifestations, Pression / Information auprès des médias, Prendre position lors de campagnes de votation, Lancer des initiatives / referendums, Lobbying politique. Pour améliorer la lisibilité nous avons regroupé les 3 priorités en une. Passifs n=410, Actifs n=337.

Le *soutien direct au monde des salarié-e-s* constitue de loin le mode d'action le plus important. Parmi cette catégorie, c'est la négociation avec des adversaires politiques et économiques qui est largement privilégiée par les militant-e-s de Unia. En effet, 80% des militant-e-s estime que la négociation et le dialogue avec les autorités devrait être un moyen d'action privilégié. En même temps, le soutien aux délégations des salarié-e-s et la présence de Unia lors de conflits au travail ne doivent pas non plus être délaissés par l'organisation. Là aussi, la moitié des militant-e-s évalue ces deux moyens d'action comme prioritaires. Nous voyons ici clairement que les militant-e-s souhaitent que les professionnels de Unia soutiennent directement leurs militant-e-s.

Si la négociation et le soutien direct des salarié-e-s sont privilégiées par les militant-e-s de Unia, ils ne négligent pas pour autant l'information au public. *L'information au public*, c'est à dire la sensibilisation de la population aux problèmes des salarié-e-s, est un moyen d'action qui revêt une certaine importance chez les militant-e-s. Même si ce mode d'action semble moins important que la négociation et le soutien direct, il constitue tout de même un pilier central chez les militant-e-s. De façon intéressante, les *formes d'action politique ne sont pas des moyens d'action privilégiés par les militant-e-s de Unia*. Ainsi, la manifestation, faire pression auprès des médias ou encore le lobbying politique sont beaucoup moins prisés par celles et ceux-ci.

Là encore, *sympathisant-e-s et activistes divergent peu* quant aux modes d'action que devrait privilégier Unia. Ils privilégient tous les deux la négociation comme forme d'action politique principale, estiment que le soutien direct est crucial et jugent l'information du public comme importante. Toutefois, les activistes privilégient un peu plus le soutien direct des salarié-e-s alors que les sympathisant-e-s jugent la négociation et l'information du public plus importante que les activistes.

Des canaux d'interaction plus efficaces pour les activistes

Après avoir discuté des domaines politiques, des prestations et des moyens d'action qui sont privilégiés par les militant-e-s, nous passons maintenant aux canaux d'interaction entre Unia et ses membres. Savoir qui utilise quel canal présente évidemment l'avantage de pouvoir distinguer quel moyen d'information est le plus adapté pour interagir avec les militant-e-s.

Premièrement, nous voulions savoir si les militant-e-s de Unia s'informent sur les questions des salarié-e-s principalement par les *moyens d'information mis à disposition par Unia* (Journaux, site web, mails). Les résultats de l'enquête montrent qu'environ la moitié des militant-e-s s'informe principalement par les moyens mis à disposition par Unia pendant que l'autre s'informe par ses propres moyens (Tableau 4.2). Cependant, les activistes s'informent tout de même davantage par les moyens mis à disposition par Unia. Si l'on compare ce résultat avec la même évaluation pour les militant-e-s de Greenpeace (uniquement 20% des membres utilise les moyens mis à disposition par Greenpeace pour s'informer sur les questions d'environnement), nous pouvons constater que les canaux d'informations de Unia sont des canaux beaucoup plus importants pour sensibiliser ses militant-e-s sur les questions liées à la défense des droits et intérêts des salarié-e-s.

Tableau 4.2: Les moyens d'information des militant-e-s

	Unia Passifs	Unia Actifs
	%	%
Moyens de s'informer		
<i>Ceux mis à disposition par Unia</i>	39	56
<i>Leurs propres moyens</i>	42	34
<i>Indécis</i>	19	10
Utilise ces moyens régulièrement		
<i>Journal de Unia</i>	80	97
<i>Site de Unia</i>	13	34
<i>Courrier avec des informations de Unia</i>	68	88

NOTE: Moyens d'informations : Il y a plusieurs moyens de s'informer sur les questions liées à la défense des droits et intérêts des salarié-e-s. De manière générale, vous vous informez principalement par vos propres moyens ou par les moyens d'information mis à disposition par Unia. Utilisation des moyens d'information Unia : Unia utilise plusieurs moyens pour informer ses membres. Pour chaque moyen d'information veuillez nous dire si vous l'utilisez très régulièrement, plutôt régulièrement, rarement ou jamais. Pour plus de lisibilité, nous montrons dans ce tableau le regroupement des catégories suivantes : très régulièrement et plutôt régulièrement. Passifs n=420, Actifs n=335.

L'information mise à disposition par Unia constitue donc une partie importante de l'information glanée par les militant-e-s. En plus, ils sont *de fidèles lecteurs du Journal de Unia et des courriers avec des informations de Unia* (Tableau 4.2). En effet, la quasi-totalité des militant-e-s lit régulièrement le Journal de Unia. Le même constat peut être fait pour le courrier, avec des informations de Unia qui sont également lues par la majorité des militant-e-s. Nous pouvons retenir deux informations importantes de ces résultats. D'une part, *Unia est un socialisateur-clé des militant-e-s* sur les questions liées à la défense des droits et intérêts des salarié-e-s, vu que plus de la moitié des militant-e-s s'informent sur ces questions par les publications de Unia. D'autre part, les efforts de publication de Unia sont récompensés, étant donné la proportion très importante des militant-e-s qui lisent le Journal et les courriers.

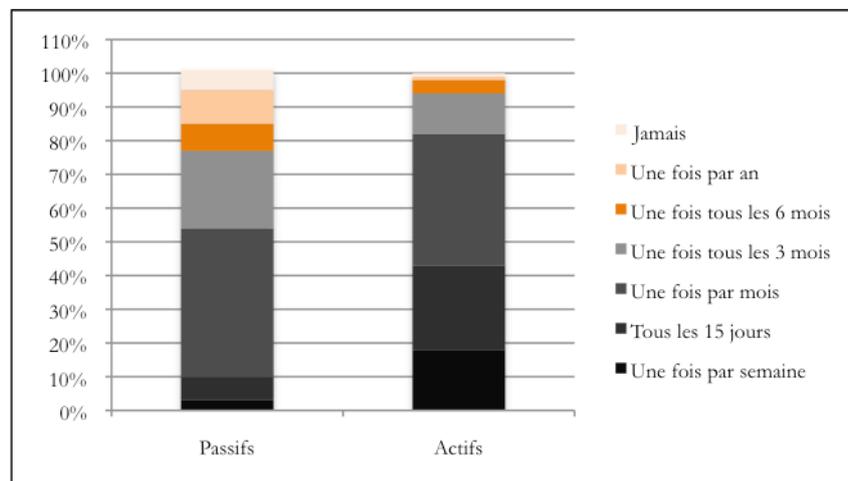
Par contre, le *site web de Unia* est beaucoup moins consulté. Très peu de militant-e-s utilisent donc son site web. En conséquence, le site web est inefficace pour communiquer avec les membres. Soit Unia devrait utiliser son site web à d'autres fins, soit il devrait essayer d'attirer l'intérêt des militant-e-s sur son site web par ses autres canaux d'interaction.

Il n'y a pas de différence entre les activistes et les sympathisant-e-s concernant la priorité des différents moyens mis à disposition par Unia. Ainsi, le journal et les courriers de Unia constituent les moyens d'information les plus importants tandis que le site de Unia est beaucoup moins consulté. Toutefois, *les activistes sont des lecteurs plus fidèles que les sympathisant-e-s*. Ils lisent donc plus souvent les trois moyens d'information mis à disposition par Unia.

Enfin, nous avons demandé à quelle *fréquence les militant-e-s souhaitent être contactés* par Unia dans le but d'être informés sur les questions des salarié-e-s et sur ses actions (Figure 4.4). Tout d'abord, il est important de constater que les militant-e-s veulent avoir des contacts avec l'organisation. Seuls 4% des membres de Unia indiquent qu'ils ne souhaitent jamais être contactés. Ensuite, nous pouvons relever une *très forte variance entre les sphères militantes*. Sans surprise, les activistes souhaitent être plus en contact avec Unia que les sympathisant-e-s. Ainsi, plus que 40% des activistes aimeraient être contactés tous les 15

jours. Seulement 10% des sympathisant-e-s veut être contacté avec la même fréquence. Toutefois, les deux sphères militantes souhaitent être en contact avec Unia d'une manière régulière. En conséquence, plus de la moitié des sympathisant-e-s souhaite avoir des contacts tous les mois. En revanche, ils sont peu à envisager un contact uniquement sur une base annuelle.

Figure 4.4 : Fréquence à laquelle les militant-e-s souhaitent être contactés par l'organisation pour être informés



NOTE : Unia contacte régulièrement ses membres pour les informer. Vous personnellement, à quelle fréquence souhaiteriez-vous être contacté-e par l'organisation pour être informé-e ? Passifs n=345, Actifs n=305.

Un potentiel de mobilisation distinct pour les activistes et les sympathisant-e-s

Les militant-e-s souhaitent-ils s'engager davantage auprès de Unia ? A cette question, activistes et sympathisant-e-s répondent de façon distincte. Étonnamment, les personnes déjà actives chez Unia souhaiteraient pour 31% d'entre-elles l'être davantage. Autrement dit, Unia pourrait intensifier la mobilisation d'une proportion non-négligeable d'activistes et les mettre davantage à contribution. En revanche, le potentiel de mobilisation des sympathisant-e-s semble nettement plus restreint. Seul une personne sur sept de cette population militante est prête à s'investir davantage qu'elle ne le fait actuellement. Une très forte majorité des sympathisant-e-s ne souhaite donc pas contribuer davantage à Unia.

Tableau 4.3 : Manière de s'engager davantage à Unia

	Unia Passifs %	Unia Actifs %
S'engager plus?		
Oui	15	31
De quelle manière?		
Plus d'argent	23	28
Campagnes/ activités	69	92
Groupes de travail/ d'intérêt	82	86
Groupe de sa branche professionnelle régional	66	87
Personne de confiance pour Unia	82	87
Membre d'une assemblée des délégués	52	86

NOTE : Souhaiteriez-vous vous engager davantage à Unia ? Passifs n=394, Actifs n=312. Si oui, de quelle manière souhaiteriez-vous vous engager à Unia ? Passifs n=91, Actifs n=103.

De quelle manière les personnes voulant s'engager plus souhaiteraient contribuer à l'organisation ? Pour cette deuxième question, *activistes et sympathisant-e-s qui souhaitent s'engager davantage ne se distinguent pas véritablement*. En effet, peu de militant-e-s, que ce soit des activistes ou des sympathisant-e-s, souhaitent donner plus d'argent pour des campagnes et projets concrets. En revanche, ils montrent un très fort intérêt à donner de leur temps à Unia. Par exemple, ils pourraient s'engager davantage dans des campagnes, des groupes de travail, dans un groupe régional lié à leur profession ou encore devenir des personnes de confiance ou des délégués pour Unia. Toutefois, parmi ces différentes options d'engagement actif, les sympathisant-e-s privilégient clairement la participation dans des groupes de travail ou devenir une personne de confiance pour Unia. Les activistes qui souhaitent de s'engager davantage, par contre, ne privilégient pas une de ces possibilités.

Synthèse et implications

Pour conclure cette discussion sur l'évaluation que les militant-e-s portent sur leur organisation nous retiendrons six points. Premièrement, les domaines politiques liés aux salaires sont clairement privilégiés par les militant-e-s. Parmi ceux-ci, ce sont avant tout la lutte pour des **conventions collectives** et pour une augmentation des bas salaires qui sont les domaines les plus importants. Les autres domaines politiques sont nettement moins prisés par les militant-e-s. En outre, si Unia souhaite s'engager pour des minorités spécifiques, c'est les femmes et les jeunes qui sont clairement privilégiés par les militant-e-s. Pour Unia, cela implique qu'il doit être attentif à quel groupe il choisit de soutenir. Pendant que certains groupes, comme les jeunes ou les femmes, par exemple, devraient être soutenus, selon les militant-e-s, d'autres, comme les handicapés ou les migrant-e-s, ne sont pas privilégiés. Si Unia décide donc de soutenir ces derniers, il va falloir communiquer aux militant-e-s l'importance de miser sur ces minorités. De manière intéressante, les prestations chômage ne constituent pas une priorité dans la perception des militant-e-s. Apparemment, les militant-e-s estiment qu'il ne faut pas revendiquer de meilleures prestations chômage, mais qu'il est une priorité pour Unia d'offrir une assurance chômage. Les militant-e-s jugent donc qu'ils sont bien protégés pour se sortir du chômage grâce aux prestations offertes par Unia.

Deuxièmement, les militant-e-s souhaitent que **Unia les protège juridiquement et socialement et qu'il leur offre une opportunité de se former davantage**. Ainsi, être protégé juridiquement lors des conflits de travail, offrir une assurance chômage et une formation continue sont les prestations privilégiées par les militant-e-s. En revanche, des prestations liées à leur engagement, comme une prime de fidélité ou des tarifs préférentiels ne sont pas prioritaires. L'implication derrière ce résultat est donc que les prestations liées à la protection et l'amélioration de la vie professionnelle sont des prestations qui sont vraiment importantes.

Troisièmement, **la lutte collective pour défendre les droits et intérêts des salarié-e-s est clairement privilégiée** par rapport à l'offre de prestations individuelles. Ainsi, les militant-e-s s'engagent à Unia parce qu'ils souhaitent défendre les revendications collectives d'une couche sociale spécifique et non parce qu'ils attendent des bénéfices individuels. Toutefois, n'oublions pas que les prestations et l'acquisition des compétences sont des incitations importantes pour s'engager et rester engagé à Unia.

Quatrièmement, les militant-e-s de Unia estiment que **le soutien direct au monde des salarié-e-s constitue le moyen d'action le plus important**. Ainsi, la négociation directe avec les autorités économiques et politiques, le soutien aux délégations des salarié-e-s et la présence lors des conflits au travail sont les moyens les plus privilégiés. Nous voyons donc ici confirmé que la protection de soi est une incitation cruciale pour l'engagement syndical. Alors que la sensibilisation de la population aux problèmes des salarié-e-s ne doit pas être négligée, les actions politiques retiennent peu l'attention des militant-e-s. Cela implique donc que les militant-e-s souhaitent plutôt être représentées par l'organisation sur un plan politique et qu'ils demandent un soutien de l'organisation afin d'être protégés sur le lieu de travail lors de conflits et pour augmenter leur participation dans l'entreprise.

Cinquièmement, **Unia est un socialisateur-clé pour ses militant-e-s**. Tout d'abord, la moitié de ses membres s'informe principalement par les moyens mis à disposition par Unia sur les questions liées à la défense des droits et intérêts des salarié-e-s. En plus, les canaux d'interaction sont efficaces, la grande majorité lit le journal et les courriers de Unia. Le site web, en revanche, est moins consulté. Pour communiquer des informations importantes à ses membres, il convient donc de mettre cette information dans le journal ou d'envoyer un courrier à ses membres. Ensuite, activistes et sympathisant-e-s se distinguent quant à la fréquence des contacts qu'ils souhaitent avoir avec l'organisation. Les activistes souhaitent des contacts réguliers, alors que les sympathisant-e-s préfèrent n'être contactés que tous les mois ou trois mois. Unia doit être sensible à cette différence entre les sphères militantes pour mettre en place ses stratégies de communication.

Enfin, **Unia repose sur un potentiel de mobilisation distinct parmi ses militant-e-s**. Un tiers des activistes de Unia souhaitent s'engager plus intensément. En revanche, seul un de ses sympathisant-e-s sur sept souhaiterait s'engager davantage. Ces informations sont intéressantes pour Unia, qui pourrait davantage solliciter les membres actifs. Par contre, tous les militant-e-s qui souhaitent s'engager davantage veulent le faire en devenant actifs ou plus actifs qu'ils ne le sont déjà. Ensuite, contrairement aux éléments précédents, ils ne sont pas favorables à une augmentation de leur contribution financière. Voilà la piste principale qui se dégage de nos analyses.

Annexe méthodologique

Quatre milles cinq cents membres de Unia ont été contactés pour cette enquête. En tout, 827 personnes ont répondu à notre sondage, soit 18% des personnes contactées pour cette enquête. Le taux de réponse à l'enquête est donc assez faible et ce constat s'applique pour les sympathisant-e-s (18%) autant que pour les activistes (17%). Ce taux de réponse correspond cependant à celui des autres enquêtes que nous avons conduites et, plus largement, aux taux de réponse usuellement atteints actuellement en conduisant des sondages. Atteignons-nous ici alors une représentativité de la population des militant-e-s de Unia? Avec un taux de réponse en dessous de 20%, nous pouvons nous attendre à quelques biais. C'est effectivement ce que confirme tableau A.1. Nous voyons ainsi que les femmes ont un peu plus répondu que les hommes et que les francophones ont plus facilement donné suite à notre appel. De plus, les secteurs de la construction et de l'industrie sont surreprésentés parmi les répondants. Nous avons donc introduit une pondération qui octroie plus de poids aux secteurs de l'artisanat et du tertiaire. Suite à cette pondération, nos analyses sont donc représentatives concernant les différents secteurs, mais moins pour le sexe et langue. En outre, comme nous avons sur-échantillonné les activistes pour pouvoir analyser les militant-e-s en fonction de leur degré d'implication dans l'organisation, les répondant-e-s ne sont pas représentatifs de l'ensemble des membres de Unia. Par contre, ce choix nous permet d'être représentatif de deux populations militantes distinctes : les activistes d'un côté et les sympathisant-e-s de l'autre. C'est la raison pour laquelle nous présentons toutes nos analyses en séparant les activistes des sympathisant-e-s.

Tableau A.1: Représentativité de l'enquête

	Population mère	Diff.	Echantillon
	%	%	%
Sexe			
Femmes	21%	+7%	28%
Hommes	79%	-15%	64%
Inconnu	-	+8%	8%
Secteur			
Construction	26%	-6%	20%
Artisanat	25%	-17%	8%
Industrie	25%	+8%	33%
Tertiaire	24%	-16%	8%
Inconnu	-	+30%	30%
Langue			
Allemand	54%	-12%	42%
Français	35%	+23%	58%
Italien	11%	-11%	0%
Inconnu	-	-	-
Total	193'406		827

Un sondage est toujours assorti d'une marge d'erreur. L'ampleur de la marge d'erreur statistique dépend du nombre de répondant-e-s à l'enquête. Nous avons un échantillon de 827 militant-e-s de Unia qui ont répondu à l'enquête. Cependant, ces militant-e-s n'ont pas toujours répondu à l'ensemble des questions de l'enquête, ce qui augmente le nombre de données manquantes et réduit l'échantillon sur lequel sont calculées les statistiques de certaines questions. Pour l'ensemble des questions, la moyenne des réponses est autour de 730 personnes. Pour un échantillon de 730 personnes, la marge d'erreur est d'environ 4%.

Ainsi, tout pourcentage doit être compris avec sa marge d'erreur. Par exemple, si l'on considère que 34% des sympathisant-e-s estiment que les actions de Unia sont très efficaces, ce pourcentage doit être lu comme suit : entre 30% (-4%) et 38% (+4%) des sympathisant-e-s estiment que les actions de Unia sont très efficaces. Ainsi, les faibles différences ne peuvent pas être interprétées comme étant des différences significatives.

Bibliographie

Bartolini, Stefano et Peter Mair 1990. *Identity, Competition, and Electoral Availability*. Cambridge: Cambridge University Press.

Bütschi, Danielle 1997. *Information et opinions. Promesses et limites du questionnaire de choix*. Thèse de doctorat. Université de Genève.

Gamson, William A. 1992. *Talking Politics*. Cambridge : Cambridge University Press.

Jasper, James M. 1997. *The Art of Moral Protest : Culture, Biography, and Creativity in Social Movements*. Chicago: University of Chicago Press.

Kriesi, Hanspeter 1993. *Political Mobilization and Social Change*. Aldershot: Avebury.

McAdam, Doug 1982. *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*. Chicago : University of Chicago Press.

Monroe, Kristen R. 1996. *The Heart of Altruism. Perceptions of a Common Humanity*. Princeton, NJ : Princeton University Press.

Oliner, Samuel P. and Pearl M. Oliner 1988. *The Altruistic Personality. Rescuers of Jews in Nazi Europe*. New York : Free Press.

Oliver, Pamela 1980. « Rewards and Punishments as Selective Incentives for Collective Action. Theoretical Investigation ». *American Journal of Sociology* 85: 1356-75.

Olson, Mancur 1965. *The Logic of Collective Action*. Cambridge, MA : Harvard University Press.

Passy, Florence 1998a. *L'action altruiste*. Genève : Droz.

Passy, Florence 1998b. *Les militants du WWF. Les chemins de leur engagement*. Rapport de recherche pour le WWF.

Piven, Frances F. and Richard A. Cloward 1979. *Poor People's Movements*. New York : Vintage Books.

Snow, David A. and Robert D. Benford 1992. « Master Frames and Cycles of Protest ». In : *Frontiers of Social Movement Theory* ed. by A.D. Morris and C. McClurg Mueller. New Haven : Yale University Press.